Le Comité du coton et les autres

Secteur cotonnier et pouvoir économique en Ouzbékistan, 1922-1927

*The Khlopkom and the others: Cotton sector and economic power in Uzbekistan,
1922-1927*

Beatrice Pénati

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/9354>

DOI : 10.4000/monderusse.9354

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2011

Pagination : 555-589

ISBN : 978-2-7132-2353-2

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Beatrice Pénati, « Le Comité du coton et les autres », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 52/4 | 2011, mis en ligne le 13 décembre 2014, Consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/9354> ; DOI : 10.4000/monderusse.9354

BEATRICE PÉNATI

LE COMITÉ DU COTON ET LES AUTRES

Secteur cotonnier et pouvoir économique en Ouzbékistan, 1922-1927

L'historiographie nous décrit souvent l'Asie centrale tsariste, soviétique, ou postsoviétique comme un réservoir de coton pour l'industrie russe¹. Mais au début des années vingt, l'économie de l'Asie centrale soviétique n'est que le pâle reflet de ce qu'elle a été avant-guerre. La population a diminué de presque un quart entre 1916 et 1920². L'agriculture souffre des destructions et du manque de réparations des réseaux d'irrigation. La surface dédiée au coton chute. En effet, une fois coupées les lignes de chemin de fer avec la Russie européenne, l'approvisionnement en céréales bon marché cesse : les paysans s'adonnent alors à la culture du blé ou du riz à la place des cultures industrielles à finalité non alimentaire. Le rendement à l'hectare diminue. La qualité médiocre des semences, le

1. Je tiens à remercier T. Uyama et P. Gatrell pour leurs commentaires. Cette recherche a été possible grâce au financement (*grant-in aid*) de la Japan Society for the Promotion of Science (JSPS) et au support du Centre de recherches franco-russe de Moscou. Une première version a été présentée à la conférence ESCAS 2011 à Cambridge.

Sur la période soviétique en particulier, voir : B.Z. Rumer, « Central Asia's Cotton Economy and its Costs », in W. Fierman, éd., *Central Asia: the Failed Transformation*, Boulder : Westview Press, 1991, p. 62-89 ; A. Razzoqov, *O'zbekistonda paxtachiligi tarixi* [Histoire du secteur cotonnier en Ouzbékistan], Taškent : O'zbekiston, 1994 ; J.M. Thurman, *The "Command-Administrative" System in Cotton Farming in Uzbekistan, 1920s to present*, Bloomington : RIAS, 1999 ; R. Pomfret, « State-Directed Diffusion of Technology : The Mechanization of Cotton Harvesting in Soviet Central Asia », *Journal of Economic History*, 62 (1), p. 170-188.

2. M. Buttino, « Study of the Economic Crisis and Depopulation in Turkestan, 1917-1920 », *Central Asian Survey*, 9 (4), 1990, p. 59-74 ; *idem*, *La rivoluzione capovolta*, Napoli : L'Ancora del Mediterraneo, 2003, p. 419 ; Razzoqov, *O'zbekistonda paxtachiligi tarixi*, p. 101ss, mentionne la peste de 1923 (p. 106).

manque de capital (outils et bétail), et le dépeuplement lui-même participent aussi à cette baisse du rendement³.

La situation va néanmoins se rétablir : en 1925-1926 les niveaux de production de 1913 sont de nouveau atteints, du moins sur le papier et en moyenne⁴. La reprise économique se double du rétablissement de l'ordre dans les zones rurales, longtemps secouées par les bandes de *basmač*⁵. L'Asie centrale ne semble donc pas suivre un parcours différent de celui des autres zones rurales d'URSS : en laissant les paysans libres d'organiser leur production et décider de leur consommation, la NEP, Nouvelle Politique économique, permet d'accroître le rendement de l'agriculture.

Cependant, l'Asie centrale et la Russie se différencient au moins sur deux points auxquels se réfèrent la plupart des historiens. En premier lieu, bien que l'on soit encore loin d'une monoculture cotonnière, le poids croissant de cette culture industrielle dans les budgets paysans et dans la production agricole dans son ensemble implique que la question des collectes et de l'extraction du surplus, autrement dit l'alternative entre vente et autoconsommation, ne se pose pas du tout de la même façon en Asie centrale que dans les parties européennes de l'URSS, en Sibérie, ou même dans la steppe kazakhe⁶. Le paysan ouzbek ne peut pas manger son coton : s'il en cultive, il doit forcément le vendre pour en tirer un revenu. Il dépend de l'infrastructure institutionnelle de l'économie, c'est-à-dire du marché, dans une mesure beaucoup plus importante que son homologue russe ou ukrainien. Nous allons donc insister sur les modalités de la mise en place de cette infrastructure (marché du coton, marchés locaux, crédit), dont l'importance n'échappe ni au parti, ni aux hommes politiques locaux, et encore moins aux organisations économiques elles-mêmes, Comité du coton en tête. En second lieu, le territoire de l'ancien Turkestan russe n'a pas connu, tout compte fait, le phénomène des expropriations et de la redistribution des terres aux paysans. Le décret bolchevik sur la terre, acte fondamental de la révolution, est à l'origine de la « moyennisation » du paysan russe (*oserednjačivanie*, *serednjakizacija* ou

3. K.A. Šuliak, « Sel'skoe hozjajstvo [Agriculture] », *Sovremennyj kišlak i aul Srednej Azii*, vyp. 5 (*Balykčinskaja volost*), p. 9-81, ici p. 25, 33.

4. Nous manquons encore d'études spécifiques sur l'Asie centrale. En général, voir : S.G. Wheatcroft, R.W. Davies, « Agriculture », in R.W. Davies, M. Harrison, S.G. Wheatcroft, eds., *The Economic Transformation of the Soviet Union, 1913-1945*, Cambridge : Cambridge UP, 1994, p. 106-130, ici p. 111-112.

5. Ce mot-valise, vague et connoté négativement, désigne l'ensemble de l'opposition armée au pouvoir soviétique en Asie centrale entre 1918 et les années trente. Pour un profil des premiers *basmač* au Fergana, voir Buttino, *La rivoluzione capovolta* ; sur la seconde moitié des années vingt, B. Penati, « The reconquest of East Bukhara: the struggle against the Basmachi as a prelude to Sovietization », *Central Asian Survey*, 26 (4), 2007, p. 521-538.

6. Ce dernier cas a été discuté notamment par Niccolò Pianciola qui explique ainsi les conséquences de la crise des collectes et de la collectivisation au Kazakhstan et au Kirghizstan, où la production céréalière était moindre : N. Pianciola, *Stalinismo di frontiera*, Roma : Viella, 2009, p. 431-438.

nivellement vers la moyenne du point de vue de la stratification sociale)⁷, mais il a eu peu d'impact dans les zones sédentaires d'Asie centrale. Les relations agraires d'avant-guerre y ont survécu, davantage altérées par le dépeuplement et la dégradation du paysage rural que par la politique des Soviétiques. Après la délimitation nationale et territoriale de 1924⁸, la réforme agraire (« de l'eau et de la terre »), longtemps repoussée, est finalement mise en œuvre en décembre 1925. Elle a pour but déclaré la distribution de lopins « à ceux qui les travaillent », donc en priorité aux métayers et, secondairement, aux ouvriers agricoles⁹. Elle répond vraisemblablement à une « faim de terre » réelle, qui ne peut toutefois être satisfaite sans des projets de nouvelle irrigation. Néanmoins, la réforme est surtout un moyen de mobilisation de la paysannerie et de consolidation du pouvoir soviétique, autrement chancelant, hors des milieux urbains. De ce fait, les réseaux d'achat du coton, du crédit, et d'approvisionnement des paysans sont incontournables du point de vue politique. Celui qui contrôle les phases initiales de la filière du coton (culture, nettoyage, achat et vente aux usines) détient une bonne partie de l'économie et du territoire rural. C'est aussi pourquoi les intérêts des acteurs prônant le redressement du secteur cotonnier, notamment le Comité central du coton, ne coïncident pas nécessairement avec ceux du parti ou des politiciens locaux qui doivent faire place, dans la reprise économique, à la réforme, à la mobilisation des villages et au contrôle sur les organes du pouvoir local.

Cet article cherche donc à reconstruire le contexte du redressement du secteur cotonnier, en montrant comment le contrôle sur l'économie locale est convoité par plusieurs organes : d'une part le Comité central du coton (Glavhlopkom ou GHK), de l'autre le Bureau pour l'Asie centrale du parti (SredAzBjuro) et, entre les deux, le gouvernement et les communistes locaux. Chaque partie forge des alliances à plusieurs niveaux, sur la base de ses priorités : le Comité cherche à accélérer la reprise du secteur en profitant du rôle accru de l'État dans l'économie, mais il insiste sur ses critères de viabilité budgétaire ; le Bureau se fait le porte-drapeau de la paysannerie, mais il est surtout intéressé à contenir l'adversaire.

Ces conflits montrent l'omniprésence de la principale organisation chargée du secteur cotonnier et de ses branches périphériques, dont l'autonomie se révèle théorique. Le Comité central du coton est l'institution soviétique qui a le plus de poids dans la vie économique du Turkestan et, ensuite, dans celle de la RSS ouzbèke : on pourrait même le qualifier d'« État dans l'État ». Le Comité peut compter sur le fait

7. Voir : A. Graziosi, *La grande guerra contadina in Urss*, Napoli : Edizioni Scientifiche Italiane, 1998, p. 23-24 ; Wheatcroft, Davies, « Agriculture », p. 110-111.

8. Le territoire des républiques du Turkestan, de Buhara et du Horezm est partagé entre les nouvelles républiques ouzbèke et turkmène, la République autonome tadjike et la province autonome de Kara-Kirghizie. Une partie du territoire turkestanais est aussi rattachée à la République autonome kirghize (ensuite kazakhe), qui inclut à cette époque la province autonome des Kara-Kalpaks.

9. B. Penati, « Adapting Russian Technologies of Power: on administrative documents for the history of the land-and-water reform in the Uzbek SSR (1924-1929) », *Revolutionary Russia*, à paraître.

qu'il détient le monopole (initialement *de jure*, après 1922 *de facto*) du commerce du coton et de ses sous-produits (huile, savon) : une position de force qui distingue le coton d'autres cultures industrielles, et certainement des denrées alimentaires¹⁰. Mais c'est dans les campagnes centrasiatiques, plus que dans l'organisation de l'économie soviétique en général, que l'emprise du Comité est la plus visible. C'est le Glavhlopkom, ou son équivalent ouzbek, qui distribue le crédit et les semences. C'est encore lui qui achète le coton, en détermine la qualité (*sortirovka*) et donc le prix. Malgré les efforts de développement des coopératives de production, le Comité jouit, dans les faits, de tous les avantages du monopole ; ses agences et ses « points d'achat » (*skuppunkty*) constituent les épicentres de la circulation monétaire dans les campagnes. Mais son activité ne se limite pas à cela : pour s'assurer que les paysans vendent leur récolte au bon moment, le Comité s'intéresse aussi à la satisfaction ponctuelle de leur demande en denrées alimentaires, biens capitaux, et produits manufacturés. Par conséquent, le Comité se charge aussi (et voudrait se charger de plus en plus) des collectes de produits agricoles autres que le coton. Là encore, le Comité agit en suppléant les réseaux des coopératives, jugés insuffisants même pour la distribution des denrées alimentaires de base à la campagne. Encore en 1928, la quantité de blé traitée par les coopératives est à peu près égale à la moitié de celle traitée par les organisations cotonnières¹¹. Dans un contexte où l'économie locale est largement dominée par les marchands privés et l'organisation commerciale d'État (*Uzgstorg*) constamment au bord de la faillite¹², le Comité du coton est le seul acteur qui semble pouvoir exercer une influence directe sur l'économie. En effet, le secteur cotonnier est en train de se rétablir et le revenu des paysans dépend de façon croissante du Comité, tout comme une partie de l'offre de biens dans les campagnes.

Le Comité est un acteur d'autant plus incontournable que ses intérêts (sous forme de participations et investissements) s'étendent à tous les secteurs, y compris ceux des banques et du commerce. Ceci conditionne inévitablement toute politique économique à l'échelle de l'Asie centrale : ce sont des banques que viennent les liquidités pour payer la récolte, ou même la réforme agraire. Cette concentration de pouvoir dans les mains du GHK constitue un obstacle objectif à l'entreprise économique d'autres agents, parfois épaulés par les gouvernements républicains. Hors du contexte spécifique de l'Asie centrale, la tension entre le Bureau pour l'Asie centrale et le Comité du coton peut aussi

10. Le Conseil du travail et de la défense (STO) ne passe des mesures pour concentrer les achats d'autres matières premières agricoles qu'en 1926, notamment pour le lin et la betterave à sucre : A. Baykov, *The Development of the Soviet Economic System*, Cambridge : Cambridge UP, 1946, p. 62.

11. *Postanovlenie*, présidium SredAzĖkoso, 26.11.1928, CGARUz (Central'nyj gosudarstvennyj arhiv Respubliki Uzbekistana – Archives centrales d'État de la république d'Ouzbékistan), f. R-112, op. 1, d. 547, l. 158.

12. *Protokol*, réunion sur la recapitalisation d'Uzbektorg, 13.8.1925, RGAE (Rossijskij gosudarstvennyj arhiv ekonomiki – Archives d'État russes d'économie), f. 3429, op. 3, d. 487, l. 13-14.

se lire sur l'arrière-fond des controverses entre la banque d'État (Gosbank) et le Conseil économique suprême (VSNH), dont le GHK dépend. Cet article concerne donc les relations réciproques entre le Glavhlopkom et d'autres institutions (banques, organes du parti, organisations gouvernementales), leur rôle et leur évolution (au « centre » comme dans les « périphéries »). Ces relations sont basées sur les questions relatives au coton, certes, mais elles portent aussi sur le crédit, le commerce dans les villages, les collectes de blé, et le développement industriel.

Par contraste, l'omniprésence du Comité du coton laisse paraître la faiblesse de l'État soviétique et son emprise économique en RSS ouzbèke. Cette faiblesse, associée à la fragilité des organisations locales du parti, précipite la confrontation directe entre le Comité du coton et le SredAzBjuro. Ce dernier, alors dirigé par I.A. Zelenskij, se trouve ainsi du même côté que plusieurs leaders communistes d'Asie centrale¹³. Cette alliance objective permet donc d'aller au-delà de l'opposition entre « centralisation » et « décolonisation » dans le cadre de la gouvernance économique. Aussi, le comportement du SredAzBjuro, tout comme celui du Conseil économique d'Asie centrale (SredAzĖkoso), souligne l'importance des acteurs régionaux, qui peuvent être instruments du rachat des « périphéries » ou bien simples chaînons de transmission des décisions de Moscou. Dans ses relations avec le Glavhlopkom, le Bureau se fait, dès 1924, porte-parole des intérêts locaux, les utilisant comme levier pour diversifier les agences du pouvoir économique dans la région¹⁴.

Comité central du coton (*Glavhlopkom*) et comités périphériques

Le Comité central du coton de la période de la NEP¹⁵ fait suite à un sous-département de la section pour le coton et les tissus de la direction de l'industrie textile Glavtekstil', elle-même dépendante du VSNH. Ce sous-département était responsable de l'approvisionnement en matières premières de l'industrie textile. Sa naissance en 1920 semble tout d'abord signaler la volonté de distinguer la culture même du coton de son traitement manufacturé (filature et tissage). Cette distinction sera source de conflits entre le Glavhlopkom et les organisations industrielles. Il faut noter que la laine et les autres fibres n'ont pas d'organisation spécifiquement dédiée à la phase d'achat et à la première transformation industrielle (nettoyage) et n'en auront pas pendant la NEP. En outre, le secteur cotonnier, à la différence

13. I.A. Zelenskij (1890-1938), né à Saratov, il fait sa carrière dans le parti à Moscou et est secrétaire du SredAzBjuro dès novembre 1924. À partir de 1931, il devient président de Centrosojuz, l'organisation sommitale du système coopératif d'URSS. Il a été réprimé en 1937.

14. M. Payne, *Stalin's Railroad: Turksib and the Building of Socialism*, Pittsburgh : Pittsburgh UP, 2001, p. 13, 305, note 2.

15. Sur l'avant-guerre : V.Ja. Laveryčev, « Process monopolizacii hlopčatobumažnoj promyšlennosti Rossii (1900-1914 gg.) [La monopolisation de l'industrie cotonnière en Russie (1900-1914)] », *Voprosy istorii*, 2, 1960, p. 135-151.

d'autres secteurs de produits agricoles, n'a pas d'organe coordonnant le système des coopératives (*sojuz sojuzov*) : celles-ci existent bien, mais elles sont directement chapeautées par le Comité central pour le coton, lui-même directement lié au VSNH et, par conséquent, difficile à solliciter par le bas¹⁶.

Le Conseil du travail et de la défense (*Sovet Truda i Oborony* – STO) approuve un premier statut du Glavhlopkom au mois de septembre 1921, bientôt remplacé par un nouveau, approuvé le 19 juin et adopté le 23 août 1922¹⁷. Les liens du Comité avec d'autres organes régionaux sont manifestes. En 1926, le président du GHK de l'époque, Mamaev, admet sans réticence que son prédécesseur I.E. Ljubimov¹⁸ était pratiquement le chef du Bureau pour l'Asie centrale du parti, et après lui V.I. Mežlauk¹⁹ est à la fois vice-secrétaire du Bureau et président du Comité du coton de la république du Turkestan. Même le plénipotentiaire du STO pour l'Asie centrale, I.S. Šelehes²⁰, est considéré comme « notre [celui du GHK] homme à Taškent »²¹. Cette situation changera radicalement quand I.A. Zelenskij sera chef du Bureau.

D'après le premier statut, le Glavhlopkom opère encore en régime de monopole : il décide des prix pour les collectes et pour la vente et gère les marchés des sous-produits (huile, savon). Ce droit, néanmoins, est déjà contesté en 1922, comme étant peu compatible avec l'esprit général de la NEP et avec les droits supposés des républiques soviétiques : l'Azerbaïdjan, l'Arménie, et même le Turkestan abolissent le monopole sur le coton. En Azerbaïdjan, les organisations cotonnières locales refusent bel et bien de confier leur production au Comité. Les commissariats du peuple azerbaïdjanais collectent le coton et le vendent à l'étranger pour accumuler des devises. Le conseil confédéral (*sojuznyj sovjet*) transcaucasien prend

16. *Otčet o dejatel'nosti GHK* [Rapport d'activité du GHK], vol. 4 (1.10.1924-1.10.1925), M.-L. : Promizdat, 1926, p. 3-4, 9.

17. *Otčet o dejatel'nosti GHK*, vol. 1 (1.11.1921-1.7.1922), M., 1923, p. 3-5.

18. Izidor Evstigneevič Ljubimov (1882-1937), originaire de Kostroma, arrive au Turkestan en 1919 comme membre du Revvoensovet du front du Turkestan ; en 1919-1920 il s'occupe du ravitaillement et est membre du Comité exécutif central de la République turkestanaise. Vice-président du Turkbjuro dès l'automne 1920, en 1922-1924 il devient membre du Sred-AzBjuro et président du *Sredneaziatskoe ekonomičeskoe soveščanie* (conférence économique d'Asie centrale) ; en même temps, il préside le Glavhlopkom. S. Keller, « The Central Asian Bureau, an essential tool in governing Soviet Turkestan », *Central Asian Survey*, 22 (2-3), 2003, p. 281-297, ici p. 284.

19. Ivan Ivanovič Mežlauk (1891-1938), originaire de Harkov' ; frère de Valerij I. Mežlauk, longtemps à la tête de l'organisation de l'industrie métallurgique et impliqué dans le VSNH. Ivan I. Mežlauk, après avoir participé à la guerre civile sur le front de la mer Noire et de Crimée, devient en 1923-1924 le président du comité pour le coton du Turkestan et le président du Conseil économique d'Asie centrale (SredAzĖkoso) et, en 1924-1925, secrétaire du parti en Turkménie. Par la suite, il est actif dans les organes centraux d'URSS. Réprimé, il est réhabilité en 1956.

20. Il'ja Savel'evič Šelehes (1891-1937), originaire de la région de Moscou, ne s'occupe d'Asie centrale qu'entre 1924 et 1926, en tant que plénipotentiaire du STO pour la région. Il est membre du Politbjuro du parti ukrainien quand il est interpellé et fusillé.

21. Mamaev à Feliks Ėdmundovič [Dzeržinskij], 11.2.1926, RGAE, f. 3429, op. 5, d. 2533, l. 385-376 [numérotation inversée], ici l. 385.

acte de cette mouvance en octroyant la libéralisation des exportations de coton. En 1921-1922, le monopole est donc un des terrains de la confrontation entre les organisations cotonnières locales et le Comité central du coton. Théoriquement, les comités turkestanais, arménien et azerbaïdjanais sont des organes locaux du GHK. En réalité, seul le comité turkestanais obéit à Moscou, grâce aux liens institutionnels qu'ils entretiennent depuis les premiers essais d'institutionnalisation du marché cotonnier avant et pendant la guerre²². Quant au GHK lui-même, il ne se dit pas, en principe, opposé à l'abolition du monopole sur le coton. Néanmoins, il fait noter que l'abolition mettrait en danger la campagne des collectes 1922, car les champs ont été ensemencés avec ses crédits. Il obtient donc que la question soit ajournée. Cependant, le 1^{er} février 1923, le STO élimine définitivement le monopole, ce qui correspond à l'esprit de la NEP et, selon Aminova, sert à « renforcer l'alliance avec la paysannerie nationale »²³.

Au niveau local, les organisations des républiques doivent opérer d'après la ligne du Comité central, mais ceci, encore en 1923, n'est vrai – et avec des exceptions – que pour le Turkestan. En effet, en Transcaucasie, la fin du monopole persuade les républiques d'établir leurs propres prix fixes (*tvërdye tseny*), calculés sur la base des prix internationaux et incluant les coûts de transport et assurance : une manœuvre que le Gosplan juge inacceptable²⁴. Par contre si, formellement, le Comité du coton du Turkestan est un commissariat du peuple de cette république, en fait il est un organe du Comité de Moscou²⁵. Malgré cela, au Turkestan le GHK se dit victime de la « concurrence déloyale » de plusieurs *tresty* qui achètent le coton à des prix supérieurs à ceux fixés par le Comité. À Buhara²⁶, même après la constitution de la Société cotonnière russo-boukhariote (*Russko-Buharskoe Hlopkovoe Tovariščestvo*), le gouvernement local a sa propre organisation, *Komissioner*, qui présente la même forme sociétaire mais agit en concurrence avec la première²⁷. Dès 1922-1923, il y a aussi trois bourses (*tovarnye birži*) à Taškent,

22. *Otčet o dejatel'nosti GHK*, vol. 1, p. 3-5. Par exemple, le comité du coton de Taškent, d'après son statut du 29.9.1917, est un organe du ministère de l'Agriculture de Russie : RGIA (Rossijskij gosudarstvennyj istoričeskij arhiv – Archives d'État de Russie d'histoire), f. 404, op. 1, d. 25, l. 1-4.

23. R.H. Aminova, *Agrarnye preobrazovanija v Uzbekistane v gody perchoda sovet'skogo gosudarstva k NEPu*, [Transformations agraires en Ouzbékistan dans les années de transition de l'État soviétique à la NEP], Taškent : Iz-vo « Nauka » UzSSR, 1965, p. 268.

24. *Vypiska is protokola* [Extrait du procès-verbal], présidium Gosplan, 25.1.1923, RGAE, f. 7990, op. 1, d. 18, l. 240.

25. *Vypiska iz protokola*, Commission textile auprès de la Section industrielle [VSNH?], 13.2.1923, RGAE, f. 7990, op. 1, d. 18, l. 200 ; *Otčet o dejatel'nosti GHK*, vol. 2 (1.7.1922-1.7.1923), M. : Izdanie GHK SSSR, 1924, p. 3-6 ; *Otčet o dejatel'nosti GHK*, vol. 3 (1.7.1923-1.10.1924), M. : Izdanie Central'nogo Upravlenija Pečati VSNH, 1925, p. 6.

26. Depuis août 1920, grâce à l'intervention de l'Armée rouge, l'émirat de Buhara est remplacé par une république populaire soviétique ; de même, le khanat de Hiva devient la république populaire soviétique du Horezm. Les deux républiques restent en place jusqu'à la délimitation nationale et territoriale de 1924.

27. *Protokol*, réunion sur les questions de Buhara, GHK, 7.5.1923, RGAE, f. 7990, op. 1, d. 18, l. 128-129 ; *protokol*, commission CPU VSNH, 14.5.1923, *ibidem*, l. 125.

Kokand et Samarkand qui poursuivent, à petite échelle, l'expérience de la période prérévolutionnaire²⁸. Bref, en 1923, les comités et les marchés locaux ne sont assurément pas sous le contrôle du Glavhlopkom.

Pour se conformer à l'esprit de la NEP, ces comités doivent se transformer en *paevye tovariščestva*²⁹, bien que la majorité du capital soit dans les mains des pouvoirs publics locaux, voire dépendant du VSNH moscovite. Au mois de janvier 1923, des accords avec les républiques sont conclus. Les partenaires locaux sont différents selon les républiques : le Sovnarkom en Arménie, le VSNH de la république de Buhara, le Comité du coton en Azerbaïdjan, la république du Horezm en tant que telle et, enfin, un accord avec le commissariat du peuple au commerce de l'Union pour une action coordonnée en Iran. Même si les républiques nationales sont censées être les actionnaires principaux de ces sociétés à côté du GHK, les nouvelles organisations doivent, en principe, transcender les limites nationales : dans la première moitié de 1923, l'idée est lancée de créer une organisation unique pour l'Asie centrale (pour le Turkestan et les républiques de Buhara et du Horezm), et une autre pour le Transcaucasie. Nous verrons que, bien qu'il n'eût pas changé la substance des relations entre Moscou et l'Asie centrale, le premier projet sera abandonné, étant peu compatible avec la délimitation nationale et territoriale. Il reflète toutefois la présence d'une mouvance régionaliste dans la programmation économique du secteur³⁰.

Entre-temps, le Comité turkestanais du coton devient une société par actions, *Russko-Turkestarskoe Akcionernoje Obščestvo* « *Turkhlopok* », sans pour autant que ses pouvoirs sur le Comité central soient augmentés³¹. Son capital est de 20 millions de roubles, dont 60% versés par le GHK et 40% (8 millions) par la république du Turkestan. Les projets initiaux du GHK et du Comité central du parti communiste étaient bien moins généreux. Dans ce cas, la participation du GHK aurait pu aller jusqu'à 75%, contre 25% pour la république du Turkestan, mais le

28. R.H. Karimov, *Uzbekistan v period vosstanovlenija narodnogo hozjaistva SSSR*, [L'Ouzbékistan pendant la période de reconstruction économique de l'URSS], Taškent : Iz-vo « Uzbekistan », 1974, p. 135.

29. Les *paevye tovariščestva* et *akcionernye obščestva* correspondent à des types de sociétés par actions. Le code civil russe de 1922, chapitre X (*Tovariščestvo*), partie 5 (art. 322-366), qui reste valable pendant la NEP, ne fait pas de distinction entre les deux. Cependant, historiquement, les *paevye tovariščestva* sont des sociétés de capitaux dont les associés et leurs participations respectives (*pai*) sont inscrites dans les livres mêmes des sociétés. Ceci les différencie des *akcionernye obščestva*, où la participation prend la forme d'un titre séparé (*akcija*). Le nombre d'associés d'une *paevoe tovariščestvo* est généralement moins important que celui des actionnaires d'une *akcionernoje obščestvo*, dont le capital social est aussi censé changer de main plus fréquemment. Ceux qui participent au capital social de l'entreprise sont nommés *akcionery*, que nous traduisons par « actionnaires ». Ils peuvent être des sujets publics (*glavki*, ministères...) ou privés. Pendant la NEP, les sociétés « socialistes » ou mixtes sont la majorité. Voir : Alan M. Ball, *Russia's Last Capitalists: The Nepmen, 1921-1929*, Berkeley : University of California Press, 1987, p. 154-157.

30. *Otčët o dejatel'nosti GHK*, vol. 2, p. 3-6.

31. Aminova, *Agrarnye preobrazovanija v gody perehoda k NEPu*, p. 270.

représentant centrasiatique Ryskulov³² demanda la parité entre « centre » et « périphérie »³³. Les détails de ce paiement de huit millions opposent le GHK et la république du Turkestan. En fait, la transformation en *akcionernoe obščestvo*, qui devait avoir lieu dans la première moitié de 1924, est une initiative du GHK sur laquelle Taškent a été consultée peu ou point. Lors de la phase d'approbation du projet, Taškent demande que sa participation sociétaire ne soit pas payée par les caisses de la république, mais avancée par le GHK. Taškent réussit enfin à faire passer ce point : le STO accepte que le capital soit entièrement payé par le Comité, concédant au Turkestan l'usage ou, comme il est décidé plus tard, la propriété (virtuelle) des actions, pour huit millions de roubles. Au mois de novembre 1924, le commissariat du peuple aux finances (Narkomfin), saisi par le Comité du coton, n'a pas encore défini sa position, mais ce dernier accepte enfin d'avancer la somme due par la république³⁴. Tout se déroule malgré l'opposition du VSNH, mais grâce à l'appui du Conseil économique d'Asie centrale³⁵.

La création de la nouvelle société suscite des doutes quant à sa nature. Avant même que son statut puisse être confirmé, *Turkhlopok* est déclarée « organisation purement économique ». Un autre Comité turkestanais du coton est donc établi pour gérer les aspects autres que commerciaux, mais il ne dépend pas du GHK. Ce Comité turkestanais devrait être un organe de programmation économique auprès du Comité exécutif central du Turkestan. Cette idée a déjà été exprimée début 1923 par Hidyr-Aliev³⁶ et Ryskulov. Mais d'après eux, ce comité devrait être le pendant d'un organe centrasiatique et, vraisemblablement, fonctionner avec plus d'autonomie que celui proposé au même moment par le Comité central du coton³⁷. Faut-il voir dans ce comité géré par le gouvernement un essai pour que la politique locale

32. Turar Ryskulovič Ryskulov (1894-1938). Président du comité exécutif central de la République turkétanaise en 1920 et commissaire du peuple à la santé, puis (entre autres) vice-commissaire aux nationalités de RSFSR, et président du Sovnarkom de la République turkétanaise entre 1922 et 1924. De 1926 à 1937, vice-président Sovnarkom RSFSR. Il était aussi membre du Comité exécutif central d'URSS.

33. *Vypiska*, commission du Comité central pour les questions du Turkestan, 22.8.1923, RGAE, f. 7990, op. 1, d. 18, l. 45 ; accord (ou projet d'accord, nous ne sommes pas sûre qu'il s'agisse du texte définitif) entre le GHK et le CSNH TSSR, juillet 1923, *ibidem*, l. 75 ; Ryskulov, *Organizacionnye voprosy*, s.d., *ibidem*, l. 134.

34. Secrétariat STO au NKFin [novembre 1924], *ibidem*, l. 39.

35. Commission pour le commerce intérieur du STO RSFSR au STO, 28.3.1924, GARF (Gosudarstvennyj arhiv Rossijskoj Federacii – Archives d'État de la Fédération de Russie), f. 5674, op. 4, d. 1381, l. 1-2; représentant TSSR (Islamov) au STO, 3.10.1924, *ibidem*, l. 16 ; GHK au STO, 3.9.1924, *ibidem*, l. 19 ; Présidium VSNH au STO, 13.9.1924, *ibidem*, l. 21 ; Mežlauk (président SredAzEkoso) au STO, 27.8.1924, *ibidem*, l. 27.

36. Hidyr-Aliev (Inog'omjon (ou Inomjon) Xidiraljev) (1891-1928), président du Comité exécutif central de la république du Turkestan (octobre 1922-janvier 1924) et commissaire à l'agriculture en 1922-1923. De 1923 à 1925 aussi membre du Revvoensovet d'URSS, et, dès 1924, représentant du Turkestan auprès du présidium du Comité exécutif central d'URSS. En 1925, il est à nouveau commissaire du peuple à l'agriculture d'Ouzbékistan. Tombé en disgrâce, il se suicide.

37. Ryskulov, *Organizacionnye voprosy*, s.d., RGAE, f. 7990, op. 1, d. 18, l. 134 ; corrections de Hidyr-Aliev à Ryskulov, *ibidem*, l. 135.

puisse garder quelque contrôle sur le secteur ? Il est difficile de répondre car la délimitation territoriale des républiques nationales ne donna aucune possibilité de fonctionner ni au comité ni, tout compte fait, à l'*akcionernoe obščestvo*. Certes, Ryskulov était intéressé à la création d'un mécanisme institutionnel turkestanais, mais aussi régional, pour la programmation économique du secteur cotonnier et de l'agriculture dans son ensemble. Quant aux autres républiques, à Buhara et au Horezm, les sociétés créées en 1923 continuent à opérer jusqu'à leur liquidation. La participation du GHK dans le capital y était respectivement de 56 et 58% (donc très près des 60% du Turkestan). La situation est à peine mieux équilibrée en Azerbaïdjan (54%)³⁸.

Délimitation territoriale et nationale et gestion du secteur cotonnier

En automne 1924, la délimitation territoriale des républiques nationales entraîne plusieurs changements dans l'organisation du secteur cotonnier en Asie centrale et au Caucase. En Asie centrale, les trois sociétés (*tovariščestva*) turkestanaise, boukhariote et khorezmienne sont soumises à une très longue procédure de liquidation. En principe remplacées (dès juillet 1924, mais pratiquement en janvier 1925) par deux *akcionernye obščestva*, l'une pour l'Ouzbékistan et l'autre pour le Turkménistan, elles semblent se confondre dans la commission de liquidation elle-même. Le contrôle de la nouvelle organisation ouzbèke sur les zones les plus reculées, notamment au Horezm, demeure cependant très difficile³⁹. Le capital de base est de 22,5 millions de roubles, financé à 60% par le GHK et 40% par la république. La question des huit millions que la république turkestanaise n'a pas pu verser pour *Turkhlopok*, mais qu'elle a en principe le droit de racheter à un prix établi par le STO, reste ouverte. *Turkmenhlopok* est beaucoup plus petite, avec un capital total de huit millions. Cette structure est complétée par la présence d'un plénipotentiaire du GHK à Taškent.

Au Caucase, au printemps 1924, l'Azerbaïdjan refuse ouvertement de coopérer avec le Comité central pour le coton : les semailles ont lieu sans aucun contrôle de la part de Moscou, étant gérées au contraire par une nouvelle société, *AzGosHlopok*, qui sera par la suite incorporée au comité régional⁴⁰. En juin 1924, les organisations cotonnières préexistantes se restructurent en un Comité cotonnier de Transcaucasie (*Zakavkazskij Hlopkovij Komitet*) avec deux départements, arménien et azerbaïdjanais. Ce Comité transcaucasien est une entité plutôt cosmétique, au moins au début. La récolte qui suit est assez mauvaise, conséquence d'un manque de coordination dans la campagne de semailles de 1924⁴¹.

38. Ces différences de quelques points dépendent probablement de l'évaluation des biens capitaux et du temps s'étant écoulé entre celle-ci et la définition du capital total.

39. *Otčet o dejatel'nosti GHK*, vol. 4, p. 3-4.

40. *Otčet o dejatel'nosti GHK*, vol. 3, p. 9.

41. *Otčet o dejatel'nosti GHK*, vol. 4, p. 3-4.

L'Asie centrale et la Transcaucasie n'ont d'autre point commun que la structure de leur capital (40+60%), celui du Comité transcaucasien étant néanmoins très modeste (4 millions, la moitié de celui du Turkménistan). Mais trois différences fondamentales les séparent : le Comité cotonnier de Transcaucasie est subordonné au GHK, mais aussi au Comité économique pour la Transcaucasie (tandis que le Conseil économique pour l'Asie centrale, le SredAzËkoso, n'a pas de pouvoir sur les organisations ouzbèke et turkmène) ; deuxièmement, les républiques transcausiennes ont pu exercer leur droit à récupérer leurs parts du capital des sociétés liquidées, ce qui n'est pas le cas pour l'ancien *Turkhlopok* ; enfin, il n'y a pas en Transcaucasie de « plénipotentiaire » du GHK, mais seulement un agent à Baku. Cette structure était destinée à rester en place jusqu'à la fin de la NEP, c'est-à-dire pendant les deux années fiscales suivantes⁴².

En 1926, un plan pour la réorganisation du secteur cotonnier dans son ensemble est en cours de discussion. Il est officiellement présenté au mois de décembre. Proposé par le chef du GHK Mamaev, deux de ses points sont controversés : celui du degré de centralisation et celui de la compétence du GHK sur les secteurs proches de celui de la culture du coton, notamment la production d'huile et de savon, la vente au secteur textile et la commercialisation de denrées diverses (textiles, mais aussi alimentaires) aux planteurs. D'après le GHK, le système en place (un comité central flanqué de sociétés locales) est inefficace : sa redondance serait cause des bas prix payés aux planteurs et des prix élevés auxquels le coton nettoyé est vendu à l'industrie textile⁴³. Le projet de Mamaev envisage la création d'une seule grande *akcionernoe obščestvo*, nommée sans trop de fantaisie *Hlopok*, qui cumulerait les actuelles fonctions du GHK, des sociétés « nationales » et des comités. Elle remplacerait le GHK, mais aussi les sociétés constituées au niveau de chaque république. Les actionnaires en seraient le VSNH fédéral avec les capitaux du GHK liquidé, le Vsesojuznij Tekstil'nij Sindikat (VTS), et toutes les républiques cotonnières. D'après Mamaev, ceci clarifierait la situation courante où le Comité transcaucasien est une partie du GHK mais *Uzbekhlopok* et *Turkmenhlopok* gardent, d'après lui, une relation « purement organisationnelle » avec ce dernier⁴⁴. Évidemment, ce niveau de centralisation est considéré comme inacceptable et par les républiques, notamment par l'Ouzbékistan, et par le très actif secrétaire du Bureau pour l'Asie centrale du parti, Zelenskij. En fait, le Bureau veut garder les sociétés nationales avec leur structure initiale de capital⁴⁵. Des doutes similaires sont exprimés par le Bureau exécutif du Comité central du Parti communiste d'Ouzbékistan. Début janvier 1927, celui-ci déclare « irrecevable » le plan Mamaev : le GHK doit

42. *Otčet o dejatel'nosti GHK*, vol. 5 (1.10.1925-1.10.1926), M. : Promizdat, 1927 ; *Otčet o dejatel'nosti GHK*, vol. 7 (1.4.1927-1.4.1928), M.-L. : Iz-vo NTU VSNH SSSR, 1929, p. 4.

43. *Torgovo-Promyšlennaya Gazeta* [dorénavant *TPG*], no. 287 (1951), 12.12.1926, p. 2.

44. Mamaev, *O reorganizacii hlopkovoj promyšlennosti*, [fin 1926], GARF, f. 3292, op. 1, d. 4a, l. 18 ; *Predloženiya GHK*, [fin 1926], *ibidem*, l. 4-7.

45. *Proekt predloženiya o reorganizacii hlopkovoj promyšlennosti*, [fin 1926-début 1927], GARF, f. 3292, op. 1, d. 4a, l. 22-24 ; *Protokol*, commission auprès de la présidence du Sovnarkom UzSSR, 21.12.1926, *ibidem*, l. 47-48.

s'occuper exclusivement de « la régulation et de la programmation de tout le secteur cotonnier au niveau de l'Union », tandis que « tout le travail opérationnel [doit] être confié dans son intégralité (*tselikom i pol'nost'ju*) aux sociétés cotonnières nationales », lesquelles doivent réinvestir leurs profits dans le développement ultérieur du secteur, sans les utiliser à d'autres fins moins régulières⁴⁶.

Le plan Mamaev n'est pas adopté, mais les raisons de son insuccès résident plus dans le fait qu'il devient rapidement inadapté à la situation plutôt qu'à une opposition, même acharnée. En fait, en 1928 une époque nouvelle s'ouvre, où l'autonomie des *tresty* et des sociétés (même avec des capitaux de l'État) devient fictive, pour être ensuite effacée. Même si des *akcionernye obščestva* et *paevye tovariščestva* restent en place et d'autres sont créées, la distinction entre organisations « du plan » et « hors plan », par exemple dans le domaine des collectes agricoles, cesse d'être pertinente. Il n'en reste pas moins que, dans le cas du secteur cotonnier, l'esprit centralisateur et la permanence d'un monopole/monopsonne *de facto*, au moins en Asie centrale, semblent avoir anticipé autant de caractéristiques de l'agriculture planifiée.

Secteur cotonnier et secteur bancaire

L'opposition au plan Mamaev n'est qu'un des terrains de confrontation entre Zelenskij et le Comité du coton et d'alliance objective entre le premier et les leaders locaux. Dans ce cas, la controverse a lieu autour de l'architecture des institutions préposées à la culture et à l'achat du coton. C'est un aspect important, mais insuffisant pour saisir la portée du conflit qui oppose le SredAzBjuro au GHK.

Ce conflit s'affiche dans toute sa virulence au début du printemps 1926, juste avant et même pendant les semailles du coton. Il a pour cause le contrôle sur la principale organisation chargée des collectes de céréales en Asie centrale, *Sredazhleb*, mais aussi la direction du développement économique de la République ouzbèke par la manipulation du système bancaire local. Ce dernier est influencé par trois facteurs : l'expansion du crédit pour financer l'industrialisation dans l'Union en général, les relations tendues entre la banque d'État, Gosbank, et la banque industrielle, Prombank, et, en Asie centrale, la relance de la culture du coton. En ce qui concerne le premier point, nous savons que pendant les années vingt, le financement de l'industrialisation a lieu, entre autres, par le biais de l'expansion de la base monétaire⁴⁷. Dès 1926-1927, il faudra remédier à cet excès de liquidités par la restriction des prêts et la fermeture de plusieurs banques et de leurs comptoirs centrasiatiques. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que pendant la NEP, selon Davies, « les instruments de politique financière les plus importants [...] sont

46. *Protokol*, Ispolbjuro CK KP(b)Uz, 9.1.1927, RGASPI, f. 17, op. 27, d. 10, l. 10-12, ici l. 11.

47. S. Johnson, P. Temin, « The Macroeconomics of NEP », *Economic History Review*, 46 (4), 1993, p. 750-767.

le budget de l'État et le plan du crédit » et que, dans la seconde moitié des années vingt, « les supporteurs du planning et de l'industrialisation essaient d'utiliser les pouvoirs financiers de l'État pour l'allocation de ressources pour le développement économique et culturel, et particulièrement pour les investissements industriels »⁴⁸. Ceci semble être la perspective des acteurs concernés dans les batailles autour du système bancaire centrasiatique autour de 1926 : quelle que soit leur orientation, les supporteurs du GHK, comme ses adversaires, voient le crédit comme un instrument essentiel (peut être l'instrument par excellence) pour l'orientation du développement économique. Quant au deuxième point, les tensions entre les institutions de crédit, rappelons que dès 1926, la banque liée au VSNH, Prombank, est très critique quant au rôle de Gosbank qui, d'après elle, néglige sa tâche de simple régulateur du système bancaire pour s'engager ouvertement dans des opérations de financement direct de l'industrie et du commerce. Les autres banques, y compris Prombank, sont affectées par cette concurrence⁴⁹. C'est dans ce contexte que se déploient les efforts du Bureau pour l'Asie centrale du parti pour créer un centre de pouvoir économique alternatif et opposé aux agences du secteur cotonnier que sont le Vsesojuznij Tekstil'nij Sindikat, et surtout le Glavhlopkom avec ses ramifications locales.

La marge de manœuvre à disposition du chef du SredAzBjuro, Zelenskij, est assez limitée. Bien qu'il puisse se prononcer sur des questions de programmation économique, cette institution ne peut pas intervenir directement. Sa force réside plutôt dans le monopole de la communication entre l'Asie centrale et Moscou⁵⁰. Sur le terrain de la politique agricole et industrielle, ses pouvoirs sont très circonscrits comparés, par exemple, à ceux du plénipotentiaire du STO pour l'Asie centrale, Šelehes, qui est au contraire proche du GHK. Toutefois, Zelenskij peut espérer conditionner la politique économique centrasiatique par des moyens informels, notamment à travers une banque ou, plus exactement, le comptoir local d'une banque fédérale. Entre fin 1925 et début 1926, Gosbank nomme un certain Krasnov à la tête de son comptoir à Taškent. L'importance de ce comptoir tachkentois ne saurait être sous-estimée : non seulement Gosbank sert de prêteur de dernière instance pour les autres banques actives dans la région et en escompte les crédits, mais elle élargit aussi une partie significative du crédit nécessaire aux investissements publics. De plus, Gosbank possède des paquets importants d'actions d'autres banques, conglomerats industriels (*tresty*) et entreprises privées ou mixtes. Deux de ses participations actionnaires nous intéressent plus particulièrement : celle dans l'agence gérant les collectes et la distribution de céréales en Asie centrale, Sredazhleb, dont le cas sera développé plus bas, et celle, éventuelle, dans la banque commerciale d'Asie centrale, Sredazbank ou Azijabank. C'est par le contrôle sur

48. E.H. Carr, R.W. Davies, *Foundations of a planned economy, 1926-1929*, vol. 1, part II, London : MacMillan, 1969, p. 719. Notre traduction.

49. Voir *TPG* et l'enquête NK RKI sur ce thème : *TPG*, no. 101 (1235), 6.5.1926, p. 1 ; *TPG*, no. 122(1256), 30.5.1926, p. 1 ; *TPG*, no. 124 (1258), 2.6.1926, p. 2 ; *TPG*, no. 146 (1280), 30.6.1926, p. 1.

50. C. Teichmann, « Cultivating the Periphery: Bolshevik Civilising Missions and "Colonialism" in Soviet Central Asia », *Comparativ*, 19 (1), 2009, p. 34-52, ici p. 45-46.

ces deux institutions que le SredAzBjuro, via Krasnov, pourrait constituer un centre de pouvoir capable de contrebalancer l'influence du Glavhlopkom.

Pour comprendre comment ce centre de pouvoir alternatif aurait pu se constituer, il est nécessaire de décrire la situation du marché du crédit en Asie centrale, ses acteurs, et leurs relations réciproques. En 1925, l'Asie centrale recense trois grandes banques pansoviétiques, Gosbank, Prombank, et Vsekobank⁵¹ et deux banques régionales, Sredneazijatskij Kommerčeskij Bank (ou Azijabank) et la banque agricole, Sredazsel'hozbank, en phase de liquidation après la délimitation nationale et territoriale. En 1925-1926, de nouvelles organisations sont créées pour le *kommunal'nij kredit*, réservé au bâtiment. Seulement au cours de 1925, le capital investi en Asie centrale passe de 50,6 à 59 millions de roubles, tandis que les crédits accordés par les banques pansoviétiques non résidentes augmentent de plus de 50%, passant de 12 à 18,9 millions. Et c'est sans compter les centaines de millions de roubles versés par les institutions bancaires de Moscou pour l'achat de coton, de bétail, etc. Une récolte de coton, par exemple, mobilise des crédits à hauteur de 140 millions de roubles, dont 1/7 seulement est inutilisé en fin de saison. Le marché du crédit local, très florissant pendant la NEP, était réparti de la façon suivante:

Gosbank	50,5 %	
Prombank	26,8 %	} 41,9 % du total en cas de fusion
Azijabank	15,1 %	
Vsekobank	3,8 %	
Sel'hozbank	2,9 %	

Il serait cependant plus juste de « peser » le crédit en prenant en compte sa durée. Tandis que les autres banques se spécialisent dans le crédit à court terme (trois mois maximum), la durée minimale des prêts de Sel'hozbank est d'un an. Le pourcentage de la banque agricole devrait donc être passé de 2,9% à 10-12% pour refléter sa contribution effective au financement de l'économie régionale⁵².

Mais même cette correction ne saurait amoindrir le rôle prédominant de Gosbank, suivie à distance par Prombank et Azijabank. Ceci dit, il est évident que la perspective d'une fusion entre Prombank et Azijabank modifierait beaucoup ces équilibres : Prombank est solidement dans les mains du VSNH, tandis que la partie pour le contrôle d'Azijabank est grande ouverte. En cas de fusion avec Azijabank, Prombank, *i.e.* le VSNH, pourrait défier Gosbank – et, par voie de conséquence, le SredAzBjuro. Si, au contraire, Azijabank tombait dans les mains de Gosbank, l'influence du tandem Krasnov-Zelenskij sur l'économie régionale s'accroîtrait aux dépens du Comité du coton. Il semble qu'une réunion, convenue à Moscou

51. Respectivement : Banque d'État, Banque industrielle, et Banque commerciale de l'Union (*Vsesojuznyj kommerčeskij bank*).

52. *Osnovnye čerty hozjajstvennyh planov sredazrespublik na 1925-1926 g.*, [1925], RGASPI (Rossijskij gosudarstvennyj arhiv social'no-političeskoj istorii – Archives d'État russes d'histoire socio-politique), f. 62, op. 2, d. 212, ici l. 74-75.

par Pjatakov⁵³ début 1926, entérine la décision d'attribuer la majorité du capital d'Azijabank au Comité du coton, qui a par ailleurs contribué, avec le VSNH, à sa création en 1923 et qui a finalement reçu du gouvernement ouzbek les actions qui lui étaient destinées en 1925⁵⁴. Ce transfert de capital constituerait un prélude à la fusion entre Azijabank et Prombank. Vu sous cet angle, le choix de la commission Pjatakov est facile à comprendre : Prombank est en fait une « créature » de Pjatakov, un pion dans son dessein d'industrialisation dirigée par l'État. Dès le début, Prombank est un instrument dans les mains du VSNH, opposée à Gosbank qui, elle, dépend du commissariat aux finances (Narkomfin). Cette opposition apparaît parfois manifestement, comme à l'occasion de l'achat, par les organisations cotonnières, de la récolte 1926 quand Gosbank refuse d'accorder un financement additionnel au Comité, mais ce dernier est « sauvé » in extremis par un prêt exceptionnel de Prombank. Dans ce cas comme dans beaucoup d'autres, le VSNH ne perdit pas l'occasion de blâmer Gosbank et de l'accuser d'insensibilité à la cause du développement économique⁵⁵. Toute manœuvre favorisant Prombank est donc appuyée par Pjatakov.

À côté du VSNH moscovite, dans sa bataille autour d'Azijabank, le Comité central du coton peut aussi compter sur d'autres appuis institutionnels régionaux. Nous avons déjà mentionné le plénipotentiaire du STO en Asie centrale, Šelehes, que le Glavhlopkom considère comme l'un des « siens ». Il n'est donc pas surprenant que Šelehes se prononce en faveur de celui-ci et pour l'éloignement de Krasnov. Même s'il admet l'opportunité d'un rapprochement entre Azijabank et Gosbank, il réclame toutefois que le paquet de contrôle soit solidement placé dans les mains de l'organisation cotonnière, et que tout cela se fasse parallèlement à la fusion d'Azijabank avec un autre institut de crédit, cette fois à vocation pansoviétique, comme Prombank⁵⁶. Bien évidemment, en se prononçant ainsi, Šelehes n'ignore aucunement la participation du GHK au capital de Prombank.

Si le plénipotentiaire du STO dans la région et le VSNH secondent la mainmise du GHK sur Azijabank avec, en perspective, son rapprochement avec Prombank, on n'imagine pas que Zelenskij reste sans rien faire contre cette manœuvre allant contre les ambitions de la filiale tachkentoise de Gosbank. Le secrétaire du SredAzBjuro ne soulève pas d'objection contre la décision de la commission Pjatakov à Moscou mais, une fois Zelenskij rentré à Taškent, le Parti communiste

53. Georgij Leonidovič Pjatakov (1890-1937) est à l'époque le vice-président du VSNH de l'Union soviétique, membre du courant dit de la « gauche bureaucratique ». Après s'être détaché de l'opposition, il devient agent chargé des affaires commerciales en France puis, dès 1928, membre de la direction et ensuite président de la banque d'État d'URSS. Il est fusillé en 1937. Sur Pjatakov et ses relations avec Dzeržinskij, voir : A. Graziosi, « "Building the first system of State industry in history". Pjatakov's VSNH and the crisis of NEP, 1923-1926 », *Cahiers du Monde russe et soviétique*, 32 (4), 1991, p. 539-580.

54. Mamaev à Feliks Ėdmundovič [Dzeržinskij], 11.2.1926, RGAE, f. 3429, op. 5, d. 2533, l. 385-376, ici l. 385 ; Mamaev au SredAzBjuro, 25.2.1926, *ibidem*, l. 25-17.

55. TPG, no. 247 (1381), 27.10.1926, p. 2 ; TPG, no. 252 (1386), 2.11.1926, p. 2.

56. *Spravka*, STO, 19.3.1926, GARF, f. 374, op. 27c, d. 612, l. 8-15.

d'Ouzbékistan délibère pour que les actions d'Azijabank détenues par la république soient cédées au contraire à Gosbank. Il est facile de deviner la main de Zelenskij derrière cette décision car, juste après, le SredAzBjuro intervient pour renvoyer la date de l'assemblée des actionnaires d'Azijabank. De cette façon, il espère garder une situation fluide et éviter que l'assemblée ne consacre le Comité du coton dans son statut d'actionnaire majoritaire et dominant. Le Comité interprète cette manœuvre comme une tentative de Zelenskij visant à lui soustraire le contrôle d'une institution qu'il considère comme « sa » banque. Il ne faut pas oublier que cette banque, dont le capital social était détenu en majorité (52%) par les républiques centrasiatiques à l'acte de sa fondation, est passée sous le contrôle des organes fédéraux, Narkomfin et Glavhlopkom pour l'essentiel, dès 1924-1925, la part des gouvernements « nationaux » ne représentant alors plus que moins du quart du total⁵⁷. Protéger Azijabank de Prombank ou du Comité du coton, comme le fait Zelenskij, signifie en fait sauvegarder les intérêts du commissariat aux finances en contrecarrant l'influence du VSNH. Le Parti communiste ouzbek soutient le Bureau, probablement car il considère cet arrangement préférable à l'expansion du Comité du coton. Au contraire, le passage d'Azijabank dans l'orbite du Comité du coton et de Prombank va dans le sens d'une centralisation/étatisation de la gestion de l'industrie, que Pjatakov continue de prôner en tant que vice-président du VSNH⁵⁸.

Zelenskij craint que le contrôle du GHK sur Azijabank, dont on envisage la fusion avec Prombank, ne puisse consolider définitivement ce centre de pouvoir économique. Il est vrai que cette unification aurait probablement entraîné une meilleure gestion des flux monétaires et donc la mise en place de soupapes pour l'inflation saisonnière due aux paiements aux planteurs, mais Zelenskij n'est pas prêt à en payer le prix en termes de puissance du GHK et marginalisation d'autres organes (y compris son Bureau) dans la gestion de la politique économique⁵⁹. Nous avons vu que ses craintes sont partagées par le parti ouzbek.

Plus important encore, le chef du Comité, Mamaev, sait bien qu'en cherchant à empêcher le contrôle du GHK sur Azijabank, mais aussi la fusion entre

57. Pendant l'année fiscale 1924-1925, les républiques détiennent 25% du capital, contre 75% pour les organes fédéraux ; en 1925 (année astronomique), les républiques n'ont que 22,6 % du capital (République ouzbèke, 8% ; turkmène, 0,7% ; tadjike, 13%), et 21,9% l'année suivante. Le pourcentage de la petite République tadjike est dû au poids de la république de Buhara (46,6% du capital social initial de 7 500 000 roubles, contre 300 000 de la *Turkrespublika*). La banque a commencé à fonctionner *avant* le versement complet du capital : en 1924, elle est pratiquement une *joint venture* du gouvernement boukhariote et du GHK – les deux seuls associés à avoir versé la totalité de leur quote-part. Le gouvernement boukhariote a même réglé 68,5% de son dû avant le Comité. L'impression que Azijabank est au début « la banque de Buhara » est renforcée par la présence, en 1924, du compte courant (en régime de *konto-separato*) du gouvernement boukhariote, avec un mouvement de 4 600 000 roubles et un solde positif d'environ 36 000 roubles. *Sredne-aziatskij kommerčeskij bank « Azijabank » 1924 g. 1-i god dejatel'nosti* (1.3-30.10.1924), [Banque commerciale centrasiatique « Azijabank » en 1924. 1^{re} année d'activité], Taškent : Tip. N° 3 Uzgosizdata, 1924, p. III, 1 (čast' IV, tableau 2), p. 57 (čast' II) ; *Sredne-aziatskij kommerčeskij bank, Otčet za 1925-1926 g., 3-i god dejatel'nosti*, Taškent : AO Sredazkniga, 1927, p. 7 ; *idem, Otčet za 1926-1927 g.*, p. 12.

58. Graziosi, « “Building the first system of State industry in history”... », p. 545, 550.

59. *Spravka*, à Pjatakov [mars 1926], RGAE, f. 3429, op. 5, d. 2533, l. 85-81.

celle-ci et Prombank en Asie centrale, le SredAzBjuro vise plus généralement à saper les bases d'une filière unique et compacte réunissant le coton et son financement et se basant sur les caisses dont le Comité se sert pour payer les paysans plus encore que sur les filiales bancaires. Déjà en 1922-1923, la participation du Comité du coton à Prombank s'élevait à 270 000 roubles. En 1924-1925, le GHK achète de nouvelles actions pour 738 000 roubles et procède à un achat plus modeste l'année économique suivante (environ 30 000 roubles). Au 1^{er} avril 1928, la participation du Glavhlopkom à Prombank se monte à 1 463 000 roubles⁶⁰.

Ceci se reflète dans les relations pratiques entre Prombank et le GHK et la mise en place d'une coopération stratégique sur le terrain. Parallèlement à ces transformations dans l'actionnariat de Prombank, le Glavhlopkom vient de signer avec elle un accord important selon lequel la banque prendrait en charge le financement des opérations du comité dans la région. Ce lien privilégié avec une ou plusieurs banques, déjà souhaitable en 1924, devient une nécessité à partir de la campagne d'achat de 1925, alors que le GHK se plaint d'un manque systématique de financement pour ses opérations⁶¹. L'avantage pour le GHK consiste en une plus grande facilité d'accès au crédit, pour compenser le manque de coordination temporelle entre les paiements par l'industrie textile et le besoin de liquidités pour acheter le coton sur place. La solution idéale pour le Comité du coton serait la création d'un institut de crédit complètement dédié au financement du secteur cotonnier et soumis à son contrôle⁶². Faute de cela, une liaison privilégiée entre le GHK et une banque, fût-elle Prombank ou Azijabank, favoriserait également le premier dans ses opérations en produits industriels destinés aux districts cotonniers. Le GHK pourrait dicter à « sa » banque des conditions spéciales pour le financement de ses activités, tandis que ces mêmes conditions ne seraient pas accessibles aux autres organisations commerciales ou auprès des autres banques⁶³.

Du point de vue de Prombank, cet accord ouvre la voie à sa « collaboration » à la mise en place des caisses du Comité, donc à la conquête du marché du crédit

60. Ceci correspond à 62% des participations du GHK dans le secteur bancaire, et est du même ordre de grandeur que la participation du GHK à Uzbektorg (1 530 000 roubles) : *Otčet o dejatel'nosti Glavhlopkoma*, vol. 7, p. 171 ; vol. 5, p. 138 ; vol. 4, p. 223 ; vol. 2, p. 114.

61. *TPG*, no. 282 (1119), 10.12.1925, p. 1.

62. Mamaev formule encore cette demande début avril 1926, cherchant à insérer ce point dans le plan général de développement du coton : « V Vysšem Sovete Narodnogo Hozjajstva. Perspektivnyj plan hlopkovodstva », [Au Conseil économique suprême. Plan de développement à long terme pour la culture du coton], *TPG*, no. 75 (1209), 2.4.1926, p. 1.

63. Les organisations commerciales (y compris le GHK) souffrent du refus des banques d'escompter les obligations (*vekseli*) à long terme. L'escompte est une opération typiquement à court terme, car, avec le crédit à encaisser, la banque prend sur elle aussi le risque de défaut de paiement du débiteur. Les banques ne croient donc pas à la solvabilité des débiteurs des organisations commerciales (typiquement, les coopératives). Une commission organisée par le STO et présidée par Rudzutak chercha une médiation et finit par imposer, pour les obligations à escompter, des échéances au-dessous desquelles les banques ne pouvaient pas refuser le crédit : « Uslovija tovarnogo kreditovanija v Srednej Azii [Conditions du crédit commercial en Asie centrale] » *TPG*, no. 49 (1183), 28.2.1926, p. 4.

aux paysans⁶⁴. Déjà en 1924, le GHK a créé un réseau de caisses de compensation (*rassčëtnye kassy*) locales, s'assurant de cette façon la possibilité de faire circuler les liquidités disponibles sans les laisser improductives dans les tiroirs. C'est évidemment une bonne affaire, et les banques veulent en tirer profit, Prombank la première. Même Gosbank serait intéressée à utiliser ce réseau pour la collecte des impôts⁶⁵.

Il est donc facile de comprendre l'opposition têtue de Zelenskij quant à Azijabank : étant donné la coopération très étroite entre Prombank et le GHK sur le terrain et l'enchevêtrement de leurs actionnariats, l'acquisition d'Azijabank par le GHK amènerait à la constitution d'un bloc de pouvoir économique régional incontournable, concentrant dans ses mains les leviers du secteur cotonnier (Comité du coton), du crédit industriel (Prombank), et du financement des échanges commerciaux (Azijabank).

Cependant, aux yeux du chef du Comité du coton Mamaev, la question d'Azijabank est moins urgente que celle du contrôle du marché des céréales, dont il est fait état dans le paragraphe suivant. Finalement, Mamaev propose de trouver un accord. La commission présidée par Pjatakov, réunie au VSNH mi-mars 1926, avait dit que Prombank ou le GHK ne pouvaient pas avoir plus du 50% du capital d'Azijabank. Le Politbjuro, également saisi de la question, convient sur le principe qu'aucune organisation ne peut contrôler directement la majorité absolue des actions d'une autre. Ceci n'exclut pas pour autant que Prombank et le GHK ensemble ne puissent détenir plus de 50% du capital : ce qui compte, pour le Politbjuro, c'est que les organisations régionales (telle Azijabank, mais aussi Sredazhleb – nous le verrons) ne deviennent pas des centres de pouvoir économique autonome hors de la « tutelle » de Moscou⁶⁶. Le GHK possède déjà 52% des parts : Mamaev, donc, propose que les 2% excédentaires soient cédés à VTS (*Vsesoyuznij Tekstil'nij Sindikat*, dont le GHK est aussi actionnaire), mais à la condition que ces actions soient contrôlées par le GHK ou par Prombank⁶⁷.

Le Comité finit par céder : en 1927-1928, il liquide une bonne part de ses actions Azijabank (pour un montant de 3 900 000 roubles), mais il garde une participation importante dans Prombank. Dans la même année, Fajzulla Hodžaev⁶⁸ devient le

64. *TPG*, no. 56 (893), 8.3.1925, p. 4.

65. *Protokol IV soveščanija Likvidacionnoj Komissii*, p. 102.

66. *Protokol*, commission du Politbjuro sur l'Asie centrale (commission Rudzutak), 22.3.1926, GARF, f. 374, op. 27c, d. 612, l. 3-5. Jan [Janis] Ernestovič Rudzutak (1887-1938), d'origine lettonne, membre du Politbjuro de 1926 à 1932, président du SredAzBjuro de 1922 à 1923 et vice-président du Sovnarkom de 1926 à 1937.

67. *Protokol*, commission du Politbjuro sur l'Asie centrale, s.d., RGAE, f. 3429, op. 5, d. 2533, l. 72-71 ; Mamaev, lettre personnelle à Pjatakov, 23.3.1926, *ibidem*, l. 74-73.

68. Fajzulla Hodžaev (Fayzulla Xo'jaev), né en 1896 d'une famille marchande de Buhara, participe à la fondation du groupe des Jeunes Boukhariotes. Exilé à Taškent après la faillite du coup d'état anti-émiral de 1917, il devient le chef du gouvernement de la république de Buhara après la constitution de celle-ci. En 1924, il est le premier président du Conseil des commissaires du peuple (Sovnarkom) de la RSS ouzbek. En 1937, il est interpellé et exécuté dans le cadre des purges staliniennes.

président d’Azijabank, succédant ainsi à une série de technocrates. Pour autant, ceci ne renforce pas le poids réel des républiques : elles ne détiennent qu’un peu plus de 20% du capital en 1927. Parallèlement, une recapitalisation de 30% semble avoir accru le poids relatif des institutions fédérales, dont les banques et le Narkomfin de Moscou⁶⁹. Il ne faut pas cependant oublier le contexte général de ces opérations. Dès le début de 1927, le gouvernement de Moscou prend des décisions draconiennes et vote la loi du 15 juin 1927 sur la simplification du système du crédit. Les plans pour l’Ouzbékistan prévoient une simplification du système bancaire, avec notamment la fermeture de l’activité de Prombank qui contrôle 17 millions de crédit, c’est-à-dire, en 1927, 23% des activités bancaires totales de l’Asie centrale. La suppression de la présence de Prombank est accompagnée de la redistribution de ses activités à Azijabank et au comptoir tachkentois de Gosbank⁷⁰. Avec la sortie de Prombank de la scène centrasiatique, Azijabank reste donc la « banque spécialisée » (*spetsbank*) la plus importante de la région, spécialisée dans le commerce avec les voisins de l’URSS en Asie. Gosbank, par contre, se dédie au crédit inter-bancaire et documentaire à court terme. Néanmoins, comme par ailleurs Vsekobank et même Gosbank, les filiales Azijabank sont drastiquement réduites. En contre-pied à cet effort de centralisation et de simplification du crédit qui s’accompagne de la centralisation croissante des approvisionnements et des collectes en denrées agricoles, la république ouzbèke réussit à mettre en place un réseau de six filiales, donc relativement important, pour sa propre banque commerciale, UzKomBank ; le Turkménistan et le Kirghizstan projettent de faire la même chose⁷¹.

Pourquoi Mamaev renonce-t-il à défendre l’emprise directe sur Azijabank, malgré le soutien de Pjatakov, deux ans à peine après qu’il a combattu Zelenskij avec acharnement ? À notre avis, les raisons doivent d’abord en être recherchées dans la « victoire » du Glavhlopkom sur deux autres échiquiers : celui du contrôle des collectes et de l’approvisionnement en blé en Asie centrale, et celui de la recapitalisation de l’organisation commerciale de la RSS ouzbèke (Uzbektorg). Ensuite, même en renonçant à ses prétentions sur Azijabank, le Comité conserve un poids important dans le secteur bancaire d’Ouzbékistan et Prombank reste bien dans l’orbite du Comité, ce qui lui permet de s’immiscer quand même dans les affaires d’Azijabank. Enfin, ayant abandonné ses rêves d’un contrôle direct sur Azijabank, le GHK essaye en 1928 de prendre le contrôle de la banque agricole d’Ouzbékistan, UzSel’HozBank.

Cette banque joue un rôle important dans le financement de la réforme agraire de 1925-1927, au point que certains organes fédéraux craignent qu’elle ne devienne une sorte de guichet automatique en faveur du gouvernement ouzbek. Déjà SredAzSel’HozBank a été liquidée avec des pertes énormes, il ne faut pas

69. Sredne-aziatskij kommerčeskij bank, *Otčët za 1927-1928 g., 3-i god dejatel’nosti*, Taškent : Tip. N° 2 Uzpoligraftresta, 1929, p. 7.

70. SredAzEkoso au STO, 20.3.1927, GARF, f. 5674, op. 7, d. 1077, l. 2.

71. Sredne-aziatskij kommerčeskij bank, *Otčët za 1926-1927 g. (IV god dejatel’nosti)*, Taškent : Tipolito-grafija No. 2, Kazgiza, 1928, p. 7-9.

gérer son équivalent ouzbek hors des critères usuels de viabilité économique⁷². Fin 1927 ou début 1928, le STO décide que le Comité du coton doit acquérir 500 000 roubles du capital de UzSel'HozBank et en gérer le crédit à court terme. La banque n'est apparemment pas en mesure de répondre à cette demande : elle a reçu de l'argent du GHK mais n'a pas pu le distribuer, accuse le commissariat du peuple aux inspections ouvrières et paysannes (Rabkrin, ou NRRKI)². La décision du STO entraîne une réaction immédiate du gouvernement ouzbek. Il semble qu'au début c'est le gouvernement ouzbek qui demande une recapitalisation de la banque de 500 000 roubles, mais dans le but de financer le crédit à long terme et, évidemment, il ne s'attend pas à ce que le STO attribue au GHK aussi la possibilité de gérer lui-même toutes les opérations de crédit à court terme, donc tout le financement du coton, en s'appuyant sur une banque jusqu'alors considérée comme une « institution » de la république et presque comme sa « caisse »⁷³.

De fait, en 1927-1928, la banque agricole ouzbèke est désormais dans les mains du Comité qui a formellement renoncé à Azijabank, ce qui, précisément, lui permet de consolider sa position dans le capital de Prombank, elle-même actionnaire d'Azijabank. Du point de vue de la république ouzbèke, la « victoire » d'Azijabank n'est pas sans ombres car, en dépit du rôle de Fajzulla Hodžaev, le poids du « centre » dans la structure du capital augmente. Tout compte fait, Azijabank perd aussi du terrain en termes de rayonnement local. Il est vrai que la banque commerciale d'Ouzbékistan UzKomBank semble avoir du succès, mais ceci est contrebalancé par la nouvelle emprise du GHK sur la banque agricole.

Coton et pain : l'affaire Sredazhleb

Comme toute culture industrielle, le coton est destiné surtout à être vendu : une très faible quantité peut être consommée par le foyer paysan qui dépend donc en mesure variable du marché pour l'achat de nourriture. Le Comité du coton est bien conscient des carences du système de distribution des denrées alimentaires (céréales notamment) et de ce que cela constitue une limite objective à l'expansion de la production. Le Comité est donc intéressé à ce qu'une quantité adéquate de blé parvienne aux régions cotonnières pour y être distribuée à des prix acceptables ou sous forme d'avance en nature sur le paiement de la récolte à venir. En 1924, le système régissant les collectes et la distribution du blé au Turkestan n'est pas encore optimal : l'État ne pouvant pas gérer ces opérations directement, le rôle en revient au GHK du Turkestan. Toutefois, celui-ci n'arrive pas à maîtriser l'ensemble du territoire, ni à gérer l'approvisionnement dans la république

72. Banque agricole centrale au STO (Rudzutak), 17.3.1926, GARF, f. 5446, op. 7a, d. 430, l. 1.

73. *Postanovlenie* STO SSSR, 10.1.1928, GARF, f. 5446, op. 9, d. 893, l. 1; *Spravka*, *ibidem*, l. 4-5; *Spravka*, 13.12.1927, *ibidem*, l. 21-22; note pour le PK SNK SSSR, 30.11.1927, *ibidem*, l. 27-28. La participation du GHK dans *Uzsel'hozbank* augmente de 280 700 roubles (500 000 roubles en clôture de bilan) : *Otčet o dejatel'nosti GHK*, vol. 7, p. 171.

populaire de Buhara. Celle-ci a sa propre organisation cotonnière, Buhhlopok, mais elle est peu efficace. La situation est encore plus compliquée par le fait que le *trest* Hleboprodukt, responsable des collectes et de la distribution de céréales dans le reste de la RSFSR et de l'URSS, cesse d'opérer en Asie centrale de façon très soudaine, après avoir « occupé » le marché peu auparavant grâce à des importations massives de céréales russes. En 1924, il est difficile de combler le vide laissé par cet arrêt. Le renforcement de l'organisation commerciale « rurale » du Turkestan, Turksel'torg (qui a fait suite à Hleboprodukt), dans les zones où le GHK est moins présent pourrait être une solution. Par contre, tout recours au réseau des coopératives est considéré peu praticable⁷⁴. Chargé de la question, le Sovnarkom fédéral décide que Turksel'torg – ou, plus exactement, l'organisation ouzbèke qui lui succède – se fondera dès la fin de 1924 à une nouvelle *akcionernoe obščestvo*, Sredazhleb⁷⁵.

Sredazhleb est définie comme la seule entité responsable des collectes céréalières en Asie centrale. Son activité doit se diriger en priorité vers les villes et les régions cotonnières⁷⁶. Il est évident que ceci entre en collision avec les visées des organisations cotonnières, le GHK en particulier, qui ont tout intérêt à garder dans leurs mains la distribution des céréales aux paysans, pour pouvoir contrôler prix et crédit. La compétition entre la nouvelle organisation et le GHK est véritablement acharnée, par exemple au niveau des prix. Ceux-ci ayant augmenté en Russie européenne, Sredazhleb y voit une occasion de vendre à des prix plus élevés en Asie centrale aussi. Mais les organisations cotonnières locales, soutenues par le GHK, arrivent quand-même, en 1924, à exclure Sredazhleb du grand marché de l'approvisionnement aux paysans. En distribuant en farine (et non pas en argent) les avances sur la récolte du coton, ils évitent que la demande de blé alimente la hausse des prix sur les marchés. Cette manœuvre de contention des prix et de rassurement des acheteurs anéantit les projets de profit de Sredazhleb⁷⁷.

Au début, c'est le Glavhlopkom lui-même qui est l'actionnaire majoritaire de Sredazhleb mais, avec l'aval de Zelenskij, le paquet de contrôle est cédé à Gosbank. Krasnov institue donc un contrôle *de facto* de Gosbank sur Sredazhleb dès 1925. Non seulement le Comité du coton s'oppose à ce transfert d'actions mais aussi, plus généralement, aux nouvelles orientations de Sredazhleb. Sous la direction de Krasnov, et avec la bénédiction de Zelenskij, Sredazhleb se met à développer des activités qui dépasse de loin celles de son *core business*. Pour justifier cet

74. 3-e Vsesojuznoe hlopkovoe soveščanie, 12.8.1924, CGARUz, f. R-623, op. 1, d. 1, l. 68-79, ici l. 75-76.

75. Décision confirmée par le petit *prezidium* du VSNH : *Protokol*, 20.10.1924, CGARUz, f. R-473, op. 1, d. 61, l. 209.

76. *Protokol*, 6^e Plenum SredAzBjuro, 14-16.3.1925, RGASPI, f. 62, op. 1, d. 33, l. 1-25, ici l. 5; aussi : *vypiska*, Ispolkomissija SredAzBjuro, 22.6.1925, RGASPI, f. 62, op. 1, d. 40, l. 181-182, sur le rôle de Sredazhleb après les mauvaises moissons de 1925.

77. *Protokol IV soveščanija Likvidacionnoj Komissii Turkhlopka, Buhhlopka i Horhlopka s zavedyjuščimi rajonnymi kontorami i hlopszavodami s 18 po 22 fevralja 1925 g.*, [Minutes de la 4^e réunion de la Commission de liquidation de Turkhlopok, Buhhlopok, et Horhlopok, avec les directeurs des comptoirs de district et des usines de nettoyage] Taškent : Tipografija Sovetskij Vostok, 1925, p. 103-104.

élargissement, Zelenskij et Krasnov mentionnent les directives du XIV^e Congrès sur le développement de l'industrie⁷⁸. Cependant, la gestion de l'approvisionnement en grain en 1925, après la récolte du coton, est très mauvaise. Il est vrai que le marché est sous pression à la suite d'une récolte très bonne qui a augmenté la demande paysanne au-delà de ce que les autorités (y compris le GHK) ont pu prévoir. Mais la responsabilité de la flambée des prix dans la seconde moitié de 1925, entraînant aussi une hausse des prix des produits manufacturés, est nommément attribuée à Sredazhleb par le commissariat du peuple à l'inspection ouvrière et paysanne (NK RKI, ou Rabkrin) qui déclare que Sredazhleb doit abandonner toute activité dans les secteurs autres que ceux des céréales et entretenir des liens plus étroits avec les organisations cotonnières. Le Rabkrin demande donc, au mois de février 1926, que le Glavhlopkom prenne le contrôle de Sredazhleb⁷⁹.

Le comportement de Krasnov a déjà soulevé des doutes, même de la part des Sovnarkom ouzbek et turkmène, persuadés de la nécessité de garder un lien entre Sredazhleb et les organisations cotonnières. Mais tout ceci rencontre l'opposition têtue de Zelenskij, ce qui a aussi des répercussions en termes d'image politique : toute critique à l'endroit de Sredazhleb est présentée comme une attaque du Sred-AzBjuro. Il est vrai que le SredAzBjuro a déjà fait plusieurs déclarations allant contre les intérêts du GHK, par exemple en critiquant ouvertement ses politiques d'achat du coton et en le dénigrant par voie de presse immédiatement avant et après la récolte de 1925. Zelenskij accuse aussi les organisations cotonnières de vouloir boycotter la réforme agraire de 1925-1926 au Fergana, bien que les coûts de cette dernière aient été couverts à 50% par le GHK⁸⁰. De son côté, Fušman, à la tête de la société cotonnière de la RSS ouzbèke, blâme en 1925 les excès (disait-il) du « contrôle social » exercé par les *košči* (paysans pauvres organisés)⁸¹ sur la récolte et l'achat auprès des producteurs (pesage, *sortirovka*). La même année, il revendique aussi le droit du Comité de faire ses propres enquêtes sur la capacité des paysans, y compris les *arteli*, à payer leurs dettes. Certains *arteli* lui auraient répondu : « Nous sommes les enfants de Lenin, nous ne devons payer personne »⁸².

78. Voir R.W. Davies, *The development of the Soviet budgetary system*, Cambridge : Cambridge UP, p. 85-86.

79. *TPG*, no. 36 (1170), 18.2.1926, p. 4.

80. Document envoyé à la commission Rudzutak, [fin 1925], RGAE, f. 3429, op. 5, d. 2533, l. 70-64, ici l. 67.

81. La ligue (*soyuz*) des *košči*, sur laquelle nous manquons encore de recherches fiables, est la branche paysanne et « indigène » du Parti communiste ouzbek. Elle naît probablement en 1920 sur la base des comités des paysans pauvres (*kombedy*) préexistants. Bien qu'initialement sa fonction soit l'éclaircissement de la « stratification » sociale des villages, au moins un quart de ses rangs était composé de notables locaux. Dès 1922, la ligue développe des rapports étroits avec la coopération. Pendant la NEP, la ligue est purgée plusieurs fois, mais le parti décourage toute approche « dans le style des *kombedy* ». Voir : Aminova, *Agrarnye preobrazovanija v gody perehoda k NEPu*, p. 13-15 ; SredAzBjuro à la fraction du parti auprès de la commission pour purger la ligue *košči*, 1.11.1925, CGARUz, f. R-245, op. 1, d. 23, l. 76 ; note du chef du département économique-financier de la ligue *košči*, 8.4.1922, CGARUz, f. R-44, op. 1, d. 8, l. 9.

82. Fušman au 2^e plénum du Comité central KP(b)Uz, avril 1925, RGASPI, f. 17, op. 16, d. 1212, l. 152.

Ces accusations réciproques atteignent un sommet après la campagne de récolte du coton de 1925, quand Sredazhleb ne peut pas tenir ses engagements avec les organisations cotonnières. Le GHK n'a pas pu effectuer ses propres collectes de céréales car le SredAzBjuro a décidé d'épauler Sredazhleb et de miser seulement sur celle-ci. Le moment venu, Sredazhleb a imposé des conditions exagérées. Šelehes, « l'homme de Taškent » du GHK, propose un arbitrage. Zelenskij, très probablement pour anticiper toute défense de son adversaire, fait appel directement à Stalin au nom de Sredazhleb. Ceci nous donne une idée de l'importance de ce conflit, qui va bien au-delà des frontières régionales⁸³.

Juste à la veille des semailles du coton en 1926, Sredazhleb promet un crédit de 100 roubles pour chaque *desjatina* de betterave à sucre, alors que les organisations cotonnières ne peuvent en offrir que 55, et « doivent se battre avec la Gosbank pour chaque kopek ». Cet incident est la pierre d'achoppement de relations déjà bien tendues. Peu avant cet incident des betteraves à sucre, une autre initiative de Zelenskij a failli provoqué un conflit encore plus vaste. Même s'il a donné son consentement, Zelenskij proteste contre la réduction des avances aux planteurs décidée par le Comité. Il écrit à F.É. Dzeržinskii⁸⁴ pour la faire bloquer, et envoie (en vain, paraît-il) la même lettre par connaissance aux organisations cotonnières transcaucasiennes, apparemment pour les rallier à sa « guerre » contre le Comité⁸⁵.

Bref, d'après le Glavhlopkom, Zelenskij est en train de créer un centre de pouvoir économique capable de contrebalancer l'influence du GHK sur tous les secteurs de la vie de la région, y compris les prix et l'approvisionnement des campagnes. Gosbank à Taškent est l'arme à sa disposition, mais l'entreprise n'est pas facile. C'est vrai qu'à l'occasion de la campagne d'achat de la récolte de coton 1925, le GHK s'est plaint du manque de financement adéquat de la part du secteur bancaire, y compris de Gosbank⁸⁶, ce qui revient à dire que les instituts de crédit peuvent faire chanter les organisations cotonnières. Mais même sans compter les participations du GHK dans les banques, le réseau local, les liquidités à sa disposition et son enracinement dans l'économie réelle des campagnes sont si forts que Gosbank semble être toujours en retard par rapport à son adversaire.

Fin mai 1926, avant même que Sredazhleb, dont l'actionnaire majoritaire est Gosbank, ait été complètement liquidée et ses capitaux transférés à la nouvelle organisation Sredazpromtorg⁸⁷, Azijahleb entre en fonction. L'actionnaire

83. Note du GHK sur Zelenskij [1925-1926], RGAE, f. 3429, op. 5, d. 2533, l. 56-42, ici l. 53-49.

84. Feliks Ėdmundovič Dzeržinskij (1877-1926), à la tête de la Čěka et puis de l'OGPU jusqu'à sa mort, est à l'époque président du VSNH, position de laquelle il critique les idées de son vice-président G.L. Pjatakov et L.B. Kamenev.

85. Document envoyé à la commission Rudzutak, [fin 1925], RGAE, f. 3429, op. 5, d. 2533, l. 70-64 [numérotation inversée], ici l. 65-64.

86. *TPG*, no. 8 (1142), 10.1.1926, p. 3.

87. *Spravka*, STO, 16.2.1927, GARF, f. 374, op. 28, d. 2073, l. 220-224.

majoritaire de cette nouvelle organisation, chargée comme sa prédécessrice de l'achat et de la distribution du blé en Asie centrale, est cette fois le Comité du coton. Ceci est un signe évident de la mainmise du GHK sur le contrôle de la consommation paysanne. Cette impression est renforcée par le fait que Azijahleb englobe encore *Turksel'hoztorg*. Ceci est suffisant pour que le Comité puisse aisément renoncer formellement à Azijabank.

Pourtant, que le problème de la compétition entre organisation cotonnière et distributeur de denrées alimentaires ait trouvé sa solution n'améliore pas la capacité à collecter le blé centrasiatique : faute de connaissance des conditions locales et de moyens, la collecte 1926 est jugée insuffisante, « artisanale » par le Rabkrin⁸⁸. Une partie de la responsabilité est néanmoins rejetée sur les républiques nationales, qui se défendent en arguant que le problème réside dans la toute-puissance de la nouvelle organisation qui les a exclues de la gestion des collectes. L'évaluation générale de l'action d'Azijahleb dans cette première année d'activité (1926-1927) est si fortement négative que son bilan est examiné par une commission spéciale conjointe, convoquée par le SredAzBjuro qui peut ainsi prendre sa revanche mais avec la participation du Rabkrin. Cette commission constate l'ampleur de la dette d'Azijahleb, mais décide que ceci ne doit pas altérer le mode normal de financement de la campagne de vente du blé par Gosbank⁸⁹.

En charge de la question, le STO propose que le paquet de contrôle passe à l'organisation responsable des collectes de céréales dans l'Union soviétique en général, Hleboprodukt, donc en réalité dans les mains du commissariat du peuple au commerce de l'Union⁹⁰. Mais cette question est maintes fois repoussée : bon gré mal gré, même Mamaev, qui n'est pas opposé à cette opération, accepte le fait que le transfert du paquet de contrôle d'Azijahleb à Hleboprodukt dépende d'une décision du VSNH et du commissariat du peuple aux finances, décision que Taškent devait patiemment attendre⁹¹. Entre-temps, la situation financière d'Azijahleb ne s'améliore pas. Faute de mieux, sa collaboration est encore jugée indispensable pour l'approvisionnement en blé fin 1928⁹². La distribution dans les zones rurales est encore assurément dans les mains du GHK directement : en hiver 1928, en Ouzbékistan (mais aussi au Turkménistan) la quantité de blé cédée par le Comité du coton est, en volume, à peu près deux fois plus importante que celle passée par

88. NKRKI SSSR au STO, 4.2.1927, GARF, f. 5446, op. 8a, d. 228, l. 19-22.

89. Projet de résolution sur le bilan d'Azijahleb 1926-1927, CGARUz, f. R-112, op. 1, d. 547, l. 254-257.

90. *Spravka*, joint au *protokol* STO du 23.2.1927, GARF, f. 5446, op. 8a, d. 228, l. 5-18 ; *Postanovlenie*, STO, 23.2.1927, *ibidem*, l. 2-3.

91. Relation par Mamaev sur son voyage en Asie centrale et Caucase, 19.4.1927, CGARUz, f. R-112, op. 1, d. 438, l. 78-104, ici l. 96.

92. Réunion auprès du président SredAzËkoso, *protokol*, 21.11.1928, f. R-112, op. 1, d. 547, l. 128-130.

Azijahleb (ou, plus exactement, son successeur)⁹³. De plus, le Glavhlopkom garde une participation importante dans cette dernière et moindre dans Hleboprodukt⁹⁴.

Malgré l'opposition acharnée du comptoir tachkentois de Gosbank et, derrière lui, du SredAzBjuro, c'est au Comité du coton et à ses organes qui revient le contrôle du marché des céréales, autant du point de vues des collectes que de l'approvisionnement des paysans. Bien que la distribution de blé soit la source de bien de difficultés financières pour la société Azijahleb que le GHK contrôle, ce qui compte c'est que le Comité prévaut encore dans la distribution de blé dans les campagnes en 1928. Sa collaboration dans la région reste indispensable, même dans l'hypothèse d'un rôle accru de l'organisation céréalière de l'Union.

Coton et distribution des biens de consommation industriels : l'affaire Uzbektorg

Malgré la diminution drastique du nombre des points d'achat (*skuppunkty*) par rapport à l'avant-guerre (ils passent de 60 à 13 dans l'*okrug* de Namangan, avec une baisse en volume de 75 % du coton traité)⁹⁵, l'importance des organisations cotonnières dans l'économie locale apparaît clairement dans la distribution des produits de large consommation, allant des denrées alimentaire aux tissus, en passant par le savon, le kérosène, les galoches, ou les allumettes. La république du Turkestan s'est dotée d'une institution chargée de la gestion du commerce. En août 1923, cette direction est devenue le Turkorg, mais cela n'a guère changé la capacité de satisfaction effective de la demande locale, surtout dans les zones rurales. La compétence du Turkorg couvre le commerce de détail comme la vente et l'achat en gros⁹⁶. La république d'Ouzbékistan a sa propre organisation pour le commerce interne, Uzgostorg au début, qui devient ensuite Uzbektorg avec le nouveau statut d'*akcionernoe obščestvo* (seconde moitié de 1925, officiellement dès le 1^{er} octobre 1926)⁹⁷. En 1925, elle compte 25 « sections » mais seulement 70 étals mobiles⁹⁸ : un réseau

93. Plus exactement, les quantités traitées par *Azijahleb*, les organisations cotonnières et la coopération étaient respectivement en Ouzbékistan (milliers de pouds) : 580, 1060, 575 ; en Turkménistan : 85, 200, 235 ; dans la République autonome kirghize : 45, 40, 30. À noter l'importance relative de la coopération, bien moindre en Ouzbékistan. Voir : *Postanovlenie*, présidium SredAzEkoso, 26.11.1928, CGARUz, f. R-112, op. 1, d. 547, l. 158.

94. En 1928, cette participation est de 600 000 roubles ; elle était plus substantielle jusqu'en 1927 : dans la seule année 1926, le GHK a acheté pour 980 000 roubles d'actions. En 1928, le GHK a aussi une participation de 380 000 roubles à Hleboprodukt. *Otčët o dejatel'nosti Glavhlopcoma*, vol. 7, p. 171 ; vol. 5, p. 138.

95. *Protokol V soveščanija Likvidacionnoj Komissii po delam Turkhlopka, Buhhlopka i Horhlopka s 20 po 25 avgusta 1925 g.*, Taškent : Turkpečat', 1925, p. 28.

96. Karimov, *Uzbekistan v period vosstanovlenija*, p. 136.

97. Commissariat du peuple au commerce interne et extérieur au STO SSSR et VSNH SSSR, 22.9.1926, RGAE, f. 3429, op. 3, d. 969, l. 3.

98. *Protokol*, réunion auprès de la section pour la politique commerciale et les prix du GEU VSNH SSSR sur Uzbektorg, 13.8.1925, RGAE, f. 3429, op. 3, d. 487, l. 13-14.

manifestement insuffisant pour satisfaire la demande paysanne en biens de consommation industriels, de façon à pousser les planteurs de coton à céder la récolte sans attendre que les prix montent. Le lien entre succès des collectes cotonnières et succès de l'approvisionnement en biens industriels est ainsi un des arguments que Fajzulla Hodžaev, président du Sovnarkom ouzbek, peut utiliser pour chercher (hélas, en vain) à persuader Kamenev et le STO à augmenter, en 1925, le financement à disposition du réseau commercial de la république⁹⁹.

Pendant l'année économique 1925-1926, Uzgostorg « importe » près de la moitié des biens de consommations industriels livrés en Ouzbékistan et au Tadjikistan : c'est un résultat assez modeste, Uzbektorg étant clairement devancé par le VTS. Néanmoins, c'est un bond en avant comparé à Turktorg (un peu plus de 10% en 1923-1924), et même par rapport à l'année précédente (1924-1925), quand Uzbektorg lui-même n'a réalisé que 15,4% des importations. Le rôle d'Uzbektorg s'accroît aussi du côté de la distribution (*realizatsija*), passant de 17,9 % en 1923-1924, à 34% l'année suivante, jusqu'à 40% en 1925-1926. Que le pourcentage des importations soit plus élevé que celui des denrées distribuées est bien un symptôme des plus grandes difficultés qu'Uzbektorg rencontre à vendre aux paysans plutôt qu'à acheter en gros des produits industriels, le marché local étant contrôlé par les revendeurs privés¹⁰⁰.

Plusieurs solutions sont proposées, en 1925-1926, pour sortir de cette impasse. Dès le printemps 1925, le personnel du Comité ouzbek du coton essaie de créer une organisation expérimentale parallèle à Uzbektorg, fondée sur les comptoirs cotonniers. En fait, ceci correspond à un ancien projet du Bureau pour l'Asie centrale du parti qui voulait créer une sous-organisation dans Uzbektorg pour améliorer les approvisionnements aux campagnes¹⁰¹. Appelée Kišlaktorg (du mot *kišlak*, « village » en ouzbek), cette structure est toutefois démantelée, malgré son succès apparent, peu après¹⁰². Appuyée par une commission spécifique du STO, Kišlaktorg n'a pas survécu au changement de direction de celle-ci. Le premier président du STO, Šurygin, proche du Glavhlopkom, s'était prononcé plutôt favorablement, car

99. Fajzulla Hodžaev à Kamenev (STO), 19.5.1925, CGARUz, f. R-473, op. 1, d. 61, l. 127-128.

100. Président du SNK UzSSR (Fajzulla Hodžaev) au président du STO (Rykov), [avril 1926], RGAE, f. 3429, op. 3, d. 969, l. 77-79. En RSS ouzbèke, le nombre des magasins privés augmente lorsqu'il diminue partout ailleurs. Le VTS et les coopératives aussi revendent au secteur privé, comme la presse satyrique locale le fait noter. En Asie centrale 33,7 % des ventes du VTS (textiles surtout) va directement ou indirectement aux revendeurs privés, contre 8,4 % dans les régions industrielles et agricoles centrales. Les coopératives revendent aux marchands la moitié des marchandises achetées du VTS ; au total, 35-40% du chiffre d'affaires des coopératives vient des ventes aux revendeurs. Voir : A. Banerji, *Merchants and Markets in Revolutionary Russia, 1917-30*, Basingstoke : MacMillan, 1997, p. 95, 108-109 ; TPG, no. 254 (1091), 6.11.1925, p. 5 ; TPG, no. 180 (1117), 8.12.1925, p. 5 ; TPG, no. 42 (1176), 20.2.1926, p. 4 ; Mašrab, no. 11, 24.11.1924, quatrième de couverture.

101. *Prilozhenie k protokolu*, Ispolkomissija SredAzBjuro, 1.6.1925, RGASPI, f. 17, op. 16, d. 1176, l. 9-14, ici l. 10.

102. *Protokol IV soveščanija Likvidacionnoj Komissii*, p. 104 ; *Protokol V soveščanija Likvidacionnoj Komissii*, p. 27.

Kišlaktorg aurait pu utiliser le réseau du GHK. Par contre, son successeur, Kviring, nie l'utilité d'une telle organisation. Dès le mois d'août 1925, donc, la discussion se concentre sur la recapitalisation d'Uzbektorg, désormais considérée comme le sésame pour sortir de l'impasse¹⁰³.

La banque industrielle Prombank aussi aurait dû apporter sa contribution à l'importation des produits manufacturés dans la région. Mais en 1925, le GHK estime que les capacités réelles de cette banque et d'Uzbektorg sont minimales. Il réclame donc qu'Uzbektorg soit subordonné aux organisations cotonnières : il suggère que les comptoirs d'Uzbektorg passent directement sous leur influence, si possible en concentrant tout commerce dans les *skuppunkty*¹⁰⁴. D'autres agences du pouvoir économique partagent cet avis, notamment le Gosplan ouzbek. En 1925, son président, G.M. Dunaev¹⁰⁵, montre du doigt les insuffisances du réseau commercial, surtout dans les zones de production du coton et celles limitrophes des frontières. Les coopératives de consommation (*potrebitel'skaja kooperatsija*) sont encore trop faibles, d'où l'importance d'Uzgostorg. Mais celui-ci est gravement handicapé par sa capitalisation insuffisante, due aussi à la faiblesse financière de la république. D'après Dunaev, il faut donc recapitaliser Uzgostorg, désormais, Uzbektorg, avec la participation des organisations déjà engagées dans la distribution de biens dans les districts ruraux, le Glavhlopkom et le VTS¹⁰⁶. Mais l'année 1925 se termine sans que rien ne se passe.

Le thème de la recapitalisation revient en 1926, juste avant la campagne des collectes cotonnières. Autrement dit, chaque année on attend pour s'en occuper le moment où la question devient brûlante, alors qu'il serait préférable de chercher une solution en hiver, quand la demande paysanne est la plus faible. Au printemps 1926, Uzbektorg, croulant sous le poids de ses dettes, semble incapable de résister jusqu'à la saison des collectes, moment où il peut espérer disposer de liquidités. Sa situation est tellement grave que même le VSNH d'URSS propose la solution-tampon de proroger l'échéance des dettes commerciales d'Uzbektorg au moins jusqu'au début de l'été – très probablement, misant sur le fait que les paysans auront alors dépensé les liquidités perçues lors de la première opération de buttage (*okučka*)¹⁰⁷. La recapitalisation est néanmoins indissociable de la transformation

103. *Zaključenie o Kišlaktorge*, 21.11.1925, RGAE, f. 3429, op. 3, d. 696, l. 136-139.

104. *Priloženie k protokolu*, Ispolkomissia SredAzBjuro, 1.6.1925, RGASPI, f. 17, op. 16, d. 1176, l. 9-14, ici l. 10.

105. Georgij Mihajlovič Dunaev (1889-1932), président de la ville d'Orenburg entre mai 1921 et avril 1922, par la suite chef du département organisationnel de l'*obkom kazakh* du parti, est président du Gosplan ouzbek. Il assumait aussi des charges importantes dans le SredAzEkosko et le Sovnarkom ouzbek et kirghiz.

106. *Protokol*, réunion auprès de la section pour la politique commerciale et les prix du GEU VSNH SSSR sur la recapitalisation d'Uzbektorg, 13.8.1925, RGAE, f. 3429, op. 3, d. 487, l. 13-14.

107. Cette opération, qui consiste à ramener la terre en forme de butte au pied des jeunes plants de coton pour en prévenir le dessèchement, est l'un des moments de la culture du coton qui exige le plus de main d'œuvre. À cet effet, une tranche de crédit était élargie aux paysans, pour pouvoir rétribuer les ouvriers temporaires.

définitive d'Uzbektorg en *akcionernoe obščestvo*, même si ses actionnaires sont toujours des *sindikaty* ou *tresty* dépendant du VSNH. Conformément à la résolution du STO du mois d'avril 1926, le capital total d'Uzbektorg doit être de sept millions de roubles. Le VSNH établit aussi que 51% de ce capital doit être détenu par des organisations « fédérales » et 49% par des organisations républicaines. Le représentant ouzbek, Rozental', s'oppose à cette répartition : il doit y avoir parité complète entre le VSNH et l'Ouzbékistan, le Tadjikistan n'étant même pas mentionné. Ses requêtes rencontrent toutefois la ferme opposition des organes centraux¹⁰⁸.

Les six organisations ayant participé à la fondation d'Uzbektorg doivent faire un effort en vue de l'expansion du capital et du réseau. À côté du Glavhlopkom et du VTS, avec respectivement 500 000 et 600 000 roubles, se trouvent les conglomérats (*tresty*) des produits en plastique, ceux du papier, du sucre, la direction pour le commerce du thé et le *sindikat* fédéral des tanneries¹⁰⁹. Paradoxalement, les difficultés d'Uzbektorg dépendent, en partie, du comportement de ces mêmes organisations : après lui avoir accordé d'abondants crédits commerciaux, VTS, GHK et les autres commencent à en exiger le retour. Ainsi, VTS se plaint du fait qu'il a toujours accordé des conditions de faveur à Uzbektorg : n'est-il pas vrai qu'il l'autorise à vendre ses marchandises comme s'il était un concessionnaire de VTS sans pour autant lui demander de garanties, même là où il y a des comptoirs VTS auxquels cette concurrence pourrait nuire ? N'a-t-il pas systématiquement fermé les yeux sur le fait qu'Uzbektorg règle ses dettes commerciales avec dix à quinze jours de retard, sans même protester ?¹¹⁰

Pourquoi alors les organismes industriels, VTS le premier, ne sont-ils plus disposés à accorder de nouveaux crédits à Uzbektorg ? Officiellement, la raison de cette reconsidération générale de l'attitude des *tresty* et *sindikaty* est la nécessité de rendre viable, du point de vue financier avant même économique, la gestion d'Uzbektorg ; parallèlement, ce renforcement est censé contribuer au rayonnement de l'organisation dans les villages. Le Glavhlopkom y est particulièrement intéressé, car l'offre défailante de biens de consommation industriels ralentit les campagnes d'achat du coton. En filigrane se détachent néanmoins deux autres motivations. Tout d'abord, il y a une question de concurrence : le VTS suspecte Uzbektorg de se faire livrer des quantités excessives de textiles en morte-saison, quand le pouvoir d'achat des foyers est faible, pour les revendre aux marchands privés à des prix un peu plus élevés que ceux pratiqués dans ses magasins. De cette façon, Uzbektorg réussit à

108. Président SNK UzSSR (Fajzulla Hodžaev) au président STO (Rykov) [avril 1926], RGAE, f. 3429, op. 3, d. 969, l. 77-79, ici l. 79 ; *protokol*, réunion auprès du VSNH SSSR sur Uzbektorg (avril 1926), RGAE, f. 3429, op. 3, d. 969, l. 72 ; *protokol*, réunion auprès de la section politique commerciale et prix du GEU VSNH SSSR, 10.5.1926, RGAE, f. 3429, op. 3, d. 969, l. 74.

109. Il s'agit de Rezinotrest (plastique) 50 000 roubles ; Čaupravlenie (thé) 60 000 roubles ; Centrobumtrest (papier) 20 000 roubles ; Vsesoyuznyj koževennyj sindikat (tanneries) 10 000 roubles ; Saharotrest (sucre) 10 000 roubles. *Protokol*, assemblée des actionnaires d'Uzbektorg, 28.9.1926, RGAE, f. 3429, op. 3, d. 969, l. 1-2 ; Čaupravlenie à GEU VSNH SSSR, 17.5.1926, RGAE, f. 3429, op. 3, d. 969, l. 69.

110. *Po povodu Uzbektorga*, direction VTS, 13.4.1926, RGAE, f. 3429, op. 3, d. 969, l. 82-83.

compenser les pertes cumulées dans d'autres types de marchandises où les marges sont moindres. Par ailleurs, il favorise ainsi les marchands privés, au détriment du VTS et du Glavhlopkom. La seconde raison tient à la restriction de l'expansion de la base monétaire, prélude à la rationalisation du système bancaire de 1927, d'où la diminution du crédit commercial et des conditions de vente défavorables pour le client. En avril 1926, le VTS formule ainsi sa solution aux problèmes soulevés par la gestion courante d'Uzbektorg : une réduction de la ligne de crédit de 3,5 millions à 1,5 million de roubles¹¹¹, doublée de la transformation de tous les magasins (*lavki*) Uzbektorg situés dans les villes en concessionnaires du VTS et par le rachat, par VTS lui-même, des billets à ordre (*vekseli*) d'Uzbektorg à son endroit, billets déjà escomptés par plusieurs banques – pratiquement, la rémission d'une bonne tranche de la dette au prix d'une restriction des crédits à venir. La position initiale du VTS ne coïncide pas avec celle du VSNH, qui prône l'extension du crédit à Uzbektorg comme solution d'urgence, sorte de soupape pour lui permettre de traverser indemne les bas-fonds de la saison de baisse physiologique de la demande, et donc des encaissements. VTS est quand même disposé à payer des sommes considérables pour s'assurer une vigilance plus efficace : une solution définitive, à ses yeux, fort différente de l'énième élargissement de crédit à court terme avec peu ou point de garanties. La proposition du VTS, néanmoins, ne sera pas entérinée.

Mais alors, si l'on est en phase de restrictions au crédit, pourquoi demander quand-même la recapitalisation d'Uzbektorg ? Pourquoi vouloir s'investir davantage, alors que personne ne se fait d'illusion quant à la rentabilité de cette organisation ? La recapitalisation est avant tout et en pratique une façon de se garantir le paiement des *vekseli* reçus d'Uzbektorg ; elle est toutefois présentée comme le début d'une gestion plus vertueuse où le crédit à long terme (le capital social) remplacera celui à court terme (crédit commercial), dont l'usage est devenu excessif¹¹². Cependant, les organisations concernées ne peuvent pas verser matériellement cet argent avant la publication du nouveau statut et du bilan des actifs. Pour cette raison, la somme à ajouter au capital d'Uzbektorg devrait venir de Prombank, sous la forme d'obligations (*solo-vekseli*). Ce sont tout de même les républiques d'Ouzbékistan et du Tadjikistan qui doivent garantir ces obligations, avec leurs quotas dans le capital d'Azijabank, dont on envisage – nous le savons – la fusion avec Prombank elle-même.

Bref, tout en donnant l'impression de vouloir faire d'Uzbektorg une organisation aux finances plus solides, les organisations industrielles exposées avec elle ne semblent avoir eu aucune intention de s'engager dans cette voie. Pour elles, c'est

111. Cette ligne de crédit est nommée *tvěrdyj kredit*, ou *kredit po tvěrdomu sčětu*. Ces termes indiquent le crédit documentaire (ou lettres de crédit, aujourd'hui dites aussi *akkreditiv* ou *inkasso*). Bien que le crédit documentaire ne coïncide pas avec le crédit commercial, néanmoins dans cet article le terme « crédit commercial » recoupe le *kredit po tvěrdomu sčětu*.

112. Dans une perspective de viabilité financière, la durée du crédit correspond à l'usage que l'entreprise en fait. Il ne convient pas d'utiliser le capital social pour les opérations commerciales ; de même, le crédit commercial ou tout crédit bancaire à court terme ne devrait pas payer les investissements ou l'amortissement du capital fixe.

un jeu toujours gagnant. Le risque est transféré sur Prombank qui anticipe le coût de la recapitalisation. Mais Prombank le transfère à son tour sur les républiques. Ce sont elles qui pourraient se trouver le dos au mur, contraintes de céder tout contrôle résiduel sur Azijabank. Ceci suit le même schéma que celui, vu plus haut, d’Azijabank ; il est difficile de le justifier en évoquant la parité entre représentants des républiques et des groupes industriels dans le conseil d’administration d’Uzbektorg¹¹³. En outre, le débat sur la recapitalisation d’Uzbektorg laisse paraître en filigrane la fragilité de cette organisation républicaine et son extrême dépendance des *tresty* et *sindikaty* pansoviétiques : dépendance et fragilité financières avant même économiques, car ces derniers acteurs économiques contrôlent la dette commerciale (en tant que livreurs de marchandises), mais aussi le capital social (en tant qu’actionnaires d’Uzbektorg) et les dettes de ce dernier auprès des banques (en tant qu’actionnaires de celles-ci). Le Glavhlopkom est en première ligne, surtout pour le deuxième et le troisième aspect de ces liaisons dangereuses.

Remarques conclusives

Nous avons montré l’imbrication des différents secteurs de la vie économique de la république d’Ouzbékistan : bancaire, cotonnier, et commercial. Il serait donc incorrect de classer telle ou telle organisation dans l’une ou l’autre de ces catégories. Par exemple, l’intérêt du Glavhlopkom pour le commerce de détail dans les campagnes d’Ouzbékistan n’est pas une conséquence de ses participations au capital social, directes ou indirectes (par le biais des banques) : il dépend de la nature même de l’activité du Comité, aux yeux duquel le succès des collectes est fonction de l’offre adéquate et ponctuelle de biens aux paysans. Le secteur cotonnier est conçu et se conçoit comme prédominant dans le développement économique et, étant donné la fragilité (et la sous-capitalisation) des partenaires potentiels (tels Uzbektorg, sans parler des coopératives) du GHK, il ne faut pas s’étonner si celui-ci revendique un rôle de suppléant dans le commerce et le crédit. Mais ce faisant, le Glavhlopkom et ses filiales locales ne font qu’affaiblir les autres *tresty* et *sindikaty*, s’ils existent. Si l’expansion et la consolidation de la puissance économique du Glavhlopkom sont initialement une nécessité (que reconnaissent aussi certains dirigeants de la république d’Ouzbékistan, tel Dunaev), elles donnent lieu très rapidement à une rente de position. Le Glavhlopkom est en effet, en Ouzbékistan, en condition de défier les pouvoirs locaux mais aussi le Bureau pour l’Asie centrale. Et le Glavhlopkom prend facilement le dessus, car le SredAzBjuro n’agit pas directement mais seulement par l’intermédiaire de la filiale tachkentoise de Gosbank. Ceci devrait nous inciter à reconsidérer l’histoire de la NEP en Ouzbékistan (et peut-être dans l’Union soviétique dans son ensemble) dans la perspective d’une confrontation triangulaire entre l’État soviétique, le parti et la galaxie des *tresty*

113. *Protokol*, assemblée des actionnaires d’Uzbektorg, 28.9.1926, RGAE, f. 3429, op. 3, d. 969, l. 1-2 ; Statut de la AO Uzbektorg [1926], *ibidem*, l. 8-21, ici l. 16.

et des *sindikaty*, pour ne pas mentionner le secteur bancaire en expansion. Ces derniers acteurs agissent souvent de façon autonome, proportionnellement à leur importance : ils influencent transversalement les relations entre État et parti, mais aussi celles entre les différents niveaux du pouvoir (central, régional, républicain).

Ceci dit, il est évident que le rôle économique et les « rentes de position » du Glavhlopkom ne sauraient être appréhendés sans prêter attention au choix des acteurs politiques *stricto sensu*. Nous avons insisté sur les organisations régionales (centrasiatiques), tels le SredAzĖkoso et surtout le SredAzBjuro. Malheureusement, les études sur cet organe ne sont pas nombreuses. S. Keller a retracé l'histoire du Bureau avant 1924 ; elle en souligne le rôle dans la sélection et la coordination du personnel indigène du parti et dans le pilotage économique de la délimitation nationale et territoriale, notamment par le biais du SredAzĖkoso¹¹⁴. Néanmoins, il nous semble que c'est l'arrivée de Zelenskij qui a vraiment bouleversé la situation : le nouveau secrétaire, avec un activisme inouï, projette le Bureau sur la scène économique. Zelenskij profite des brèches ouvertes par la NEP dans sa période de maturité ; il semble avoir aussi joué la carte de la distance physique entre Moscou et Taškent, comme dans l'affaire Azijabank.

Mais qu'est-ce qui a poussé Zelenskij à s'engager à tel point contre le Glavhlopkom ? Il y a tout un éventail de raisons possibles : aux deux extrêmes, la volonté sincère de représenter ce que le Bureau pense être les intérêts centrasiatiques, et une rancune personnelle de Zelenskij contre Mamaev et ses acolytes avec, entre les deux, des raisons proprement politiques. Zelenskij est conscient de la compétition qui oppose le Bureau aux autres organes régionaux, tels le plénipotentiaire du STO et le conseil économique – qui eux, se rangent du côté du Glavhlopkom. De plus, dès les premières années, le SredAzBjuro a pris au sérieux sa tâche de sélection des dirigeants communistes nationaux. Même si le Bureau ne nie pas certaines formes de « tutelle » et Zelenskij est personnellement sceptique quant aux qualités des communistes locaux¹¹⁵, la puissance d'une organisation comme le Comité du coton – dont les dirigeants sont presque exclusivement des Européens (au point que, parmi eux, on a du mal à recruter des « volontaires » pour les bureaux du Horezm et de Merv) et qui obéit peu ou point à des critères de « légalité socialiste » – doit sembler au moins embarrassante, car contradictoire avec la ligne du parti que le Bureau est censé représenter. En particulier, le dédain du Comité à l'égard de la ligue des paysans pauvres (*sojuz košč'i*) n'est pas seulement contraire aux slogans bolcheviks : les *košč'i* étant le moyen le plus important de mobilisation de la paysannerie (par exemple dans la réforme agraire), ce dédain équivaut à saper les efforts de soviétisation des campagnes. En fait, en 1925, Zelenskij accuse le Comité de vouloir « boycotter » la réforme de l'eau et de la terre¹¹⁶, craignant qu'elle

114. Keller, « The Central Asian Bureau ».

115. Teichmann, « Cultivating the Periphery... », p. 45-46.

116. Discours de Zelenskij à la 2^e conférence du parti de l'*oblast'* de Fergana, *Pravda Vostoka*, no. 249, 3.11.1925, p. 1-2.

ne réduise la surface ensemencée et la disponibilité de main-d'œuvre saisonnière¹¹⁷. Il est donc tout à fait probable que Zelenskij ait cherché à seconder les intentions du personnel communiste local, en appuyant ses plaintes contre le GHK, motivées, quant à elles, par le mécontentement paysan.

Ceci ne revient pas à dire que le Bureau lui-même ait cherché à gagner le support de la paysannerie locale, bien que ceci soit vraisemblable dans le contexte du milieu des années vingt : d'abord, ce sont les années du slogan « Face au kišlak ! »¹¹⁸ ; ensuite, il est urgent pour les organisations soviétiques et du parti de s'implanter dans les campagnes, après les années de la révolte des *basmači*. Objectivement au moins, les positions des leaders du parti ouzbek et celles de Zelenskij sur la relation entre paysans et Comité du coton coïncident. Cette conclusion semble peu compatible avec la caractérisation de l'action de Zelenskij tracée par C. Teichmann. Dans une publication de 2007, l'historien allemand parle d'une période pendant laquelle Zelenskij aurait prôné la « centralisation » des politiques d'irrigation tandis que, dès 1927, il l'aurait dénoncée, rejoignant ainsi les leaders locaux¹¹⁹. Dans un article plus récent, Teichmann a corrigé sa propre périodisation, insistant au contraire sur « l'effort de Zelenskij de centraliser le pouvoir politique et économique dans le SredAzBjuro lui-même¹²⁰. Il nous semble néanmoins que la notion de « centralisation » ne suffit pas pour interpréter les épisodes analysés ci-dessus. Et d'ailleurs, de quel niveau de « centralisation » s'agit-il¹²¹ ? S'il est vrai que le Bureau revendique un rôle incontournable dans la gouvernance économique, il nous semble cependant que cela se fait non pas au nom de la prééminence de Moscou sur les républiques, mais au nom des objectifs politiques du Bureau en Asie centrale même. L'hypothèse que ce dernier essaie sciemment de consolider et de justifier son existence, tandis que les autres Comités régionaux du parti sont en phase de démantèlement¹²², n'est pas dépourvue de plausibilité. Même sans réduire tout à un simple mécanisme de reproduction institutionnelle, il n'en reste pas moins que SredAzBjuro est un organe régional qui garde un certain degré d'autonomie par rapport au comité central – ce qui a été démontré, par ailleurs, par A. Haugen¹²³.

Spécifiquement, Zelenskij s'oppose à toute « centralisation », si celle-ci équivaut au renforcement de l'emprise du Comité du coton ou, alternativement, du VSNH qui le soutient. Il recommande la parité entre les républiques et le GHK dans

117. Note du GHK sur Zelenskij [1925-1926], RGAE, f. 3429, op. 5, d. 2533, l. 56-42 [numérotation inversée], ici l. 53-49 ; document GHK, *Vytesnenie hlopkom drugih kultur*, [1926], CGARUz, f. R-112, op. 1, d. 438, l. 342-346, ici l. 346.

118. Version locale du « *licom k derevne* » : M. Wehner, « Licom k derevne : Sowjetmacht und Bauernfrage, 1924-1925 », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, 42 (1), 1994, p. 20-48.

119. C. Teichmann, « Canals, cotton, and the limits of de-colonization in Soviet Uzbekistan, 1924-1941 », *Central Asian Survey*, 26 (4), 2007, p. 499-519, ici p. 505.

120. Teichmann, « Cultivating the periphery... », p. 45.

121. Définition ambiguë dans : Teichmann, « Canals, cotton... ».

122. Teichman, « Cultivating the periphery... », p. 45.

123. A. Haugen, *The Establishment of National Republics in Soviet Central Asia*, Basingstoke : Palgrave-MacMillan, 2003.

l'actionnariat des comités locaux, il joue la carte de la défense de la paysannerie et il aide, par l'intermédiaire de Krasnov, des secteurs autres que celui du coton, sans pourtant remettre en cause l'importance de cette culture pour la relance économique. C'est en ce sens que Zelenskij cherche à « centraliser toute prise de décisions économiques sous les auspices du Bureau pour l'Asie centrale »¹²⁴, s'opposant tout particulièrement à certains acteurs paraétatiques du pouvoir économique. Ce que le Bureau ne semble pas accepter n'est ni la domination du secteur cotonnier ni son improbable marginalisation, c'est l'insubordination du GHK et de ses alliés – en amont et en aval – à la dimension politique de l'engagement des Soviétiques en Asie centrale, y compris la disponibilité des banques à la soutenir pratiquement. Quant à la centralité du secteur cotonnier et à la nécessité d'huiler les rouages de la distribution de biens manufacturés à la campagne, ni Zelenskij ni, tout compte fait, le gouvernement local, ne s'y opposent.

Entre le GHK et les communistes ouzbeks, c'est la quotidienneté des rapports avec les paysans qui sème le désaccord. Au 4^e Plénum du Comité central du Parti communiste ouzbek, au mois de septembre 1925, à la veille de la réforme agraire, le porte-parole du GHK, Savel'ev, parle devant un auditoire hostile. Il cherche à justifier, sans trop de succès, pourquoi le Comité achète le coton aux paysans à des prix que ces derniers jugent défavorables : la faute en revient aux intermédiaires privés qui poussent les prix à la hausse, leurs charges étant inférieures à celles du comité. Il réclame, comme solution, le monopole total, y compris des importations en provenance de Perse et de Kachgar¹²⁵. Quelques mois auparavant, au 2^e Plénum, le délégué du GHK Fušman avait revendiqué, nous l'avons vu, le droit du Comité à déterminer de façon autonome quels paysans et *arteli* pouvaient recevoir du crédit, et lesquels étaient potentiellement insolvables. Fušman accusait explicitement les organes locaux du parti (à Namangan en particulier) et la ligue des paysans pauvres (*sojuz koščij*). Si Akmal Ikramov¹²⁶ se pose en médiateur, Hidir-Aliev, quant à lui, défend les paysans avec acharnement : à son avis, plus son lopin de terre est petit, plus le paysan est ponctuel à acquitter sa dette¹²⁷. Le crédit et les prix sont donc les deux points essentiels de controverse. Les communistes locaux (surtout, semble-t-il, ceux originaires du Fergana) s'intéressent à la défense pratique des intérêts des paysans, ils sont particulièrement concernés par la question plus générale du crédit bancaire au développement. Ils trouvent un appui, peut-être inespéré, en Zelenskij, qui se bat contre la mainmise du GHK sur les banques, mais se jette aussi à corps

124. Teichmann, « Canals, cotton... », p. 513-514.

125. Doklad *Hlopkom* au 4^e Plénum du comité central KP(b)Uz, Septembre 1925, RGASPI, f. 17, op. 16, l. 1213, l. 232.

126. Akmal I. Ikramov (1898-1938), originaire de Namangan, est parmi les premiers communistes « indigènes » du Turkestan. Après avoir été secrétaire du Parti communiste du Turkestan et secrétaire du comité provincial de Taškent, en 1925 il devient le secrétaire du Parti communiste ouzbek. Il subit finalement les purges dans le même procès que Zelenskij et Fajzulla Hodžaev.

127. Ikramov, Fušman, et Hidir-Aliev au 2^e Plénum du Comité central du Parti communiste d'Ouzbékistan, Avril 1925, RGASPI, f. 17, op. 16, d. 1212, l. 97, 152, 169.

perdu dans une critique passionnée du triage (*sortirovka*), presque en compétition avec un Hidyr-Aliev, ou même un Ahunbabaev, fervent défenseur des *košči*.

Le gouvernement républicain – turkestanais, puis ouzbek –, quant à lui, semble se battre pour deux causes : le contrôle ou, au moins, la parité dans le capital social des comités pour le coton de la république elle-même et l'efficacité de l'approvisionnement en biens de consommation, alimentaires et industriels. Tout comme le parti, le gouvernement semble avoir été tout à fait conscient de la sous-capitalisation de ses propres organisations commerciales et de la fragilité de son système coopératif. Au nom d'une amélioration de l'approvisionnement en denrées alimentaires et autres biens essentiels, Dunaev et Ikramov¹²⁸ sont bien disposés à accepter un plus grand engagement du capital du GHK dans l'organisation républicaine pour le commerce. Il n'y a pas de boycott du secteur cotonnier ni de volonté d'en réduire la portée. Leur hostilité a plutôt pour objet le contrôle du « centre » sur les ressources que la relance du coton est en train de mobiliser.

Le « centre » s'occupe peu ou pas de ces questions qui sortent rarement du cadre régional. Cependant, la commission Pjatakov de 1926 sur l'affaire Azijabank constitue une exception notoire. La préférence de Pjatakov pour Azijabank était très probablement motivée par la volonté de favoriser Prombank plutôt que Gosbank, la première étant un instrument de politique industrielle voulu par Pjatakov lui-même. Le Politbjuro du parti n'intervient qu'en 1926, se posant en arbitre entre le SredAzBjuro et les organes du Glavhlopkom. Sa prise de position est dictée par deux impératifs : ne pas fragiliser la base d'autorité du SredAzBjuro, évidemment perçu comme un instrument encore indispensable et faire en sorte que deux institutions économiques régionales – Azijabank et Sredazhleb – restent contrôlées par le « centre », fussent-elles représentées par une banque ou par le Comité du coton. Ce dernier, vu de Moscou, n'est qu'une agence préposée aux collectes de matières premières pour l'industrie, il est donc perçu comme une partie intégrante de la filière gérée par le VTS et le Glavtekstil'. Aux yeux du Politbjuro, ce qui compte c'est que le Glavhlopkom est une institution économique fédérale, il sert donc à coordonner et à garder les sociétés et les banques régionales sous la « tutelle » indirecte du VSNH. Ce système de tutelle indirecte sur l'économie semble avoir caractérisé la période de la NEP en général, où les projets de « système industriel d'État » de Pjatakov étaient en compétition avec la « culture économique commerciale » des *sindikaty*¹²⁹. Ici, le VSNH est représenté par le GHK et Prombank, sa partie adverse, par les sociétés républicaines et régionales. Finalement, le premier aura le pas sur les secondes, mais le rôle des organisations économiques semi-autonomes, allant des banques aux *tresty*, et au Glavhlopkom lui-même, ne saurait être négligé.

Le fait que le Comité du coton intervient dans le cadre d'un système économique et d'un marché fragilisés nous paraît aussi spécifique de la situation en RSS

128. Akmal Ikramov au 2^e Plénum du Comité central du KP(b) Uz, Avril 1925, RGASPI, f. 17, op. 16, d. 1212, l. 81-93, ici l. 83.

129. Graziosi, « “Building the first system of State industry in history” ... ».

ouzbèke. Dans ce contexte, peu d'autres organisations parviennent à se consolider, comme le montre le cas d'Uzgostorg ; en outre, le pouvoir de réglementation du gouvernement formel (républicain et fédéral) est insuffisant, au moins jusqu'en 1927-1928, pour contenir la rivalité entre les acteurs du pouvoir économique, surtout dans le secteur bancaire. L'État soviétique au sens propre poussé à la marge, un affrontement entre le Glavhlopkom et le SredAzBjuro semblait presque naturel.

*Nazarbayev University, Astana
University of Manchester*

bcapenati@gmail.com